DOCUMENTS

GERMAINE TILLION

L'ALGÉRIE EN 1957

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

LES ÉDITIONS DE MINUIT

Ethnologue, Germaine Tillion a accompli avant la guerre cinq missions scientifiques dans l'Aurès, soit plus de quatre années de séjour complet entre 1934 et 1940. Elle s'est établie de nouveau dans la même région de décembre 1954 à mars 1955.

C'est sur la demande de ses camarades de l'Association nationale des Déportés et Internés de la Résistance et pour leur revue " Voix et Visages ", qu'elle a commencé cette étude, qui est aussi un témoignage. L'extraordinaire intérêt suscité aussitôt par ses articles l'a incité à accepter une publication en librairie qui vient à son heure.

S'adressant à des Françaises patriotes et éprises de justice, Germaine Tillion leur pose la question : dans la situation inextricable où nous avons contribué à les mettre, avons-nous le droit d'abandonner les Algériens ?

GERMAINE TILLION

L'ALGERIE EN 1957

LES EDITIONS DE MINUIT

Sommaire

Couverture

Présentation

Page de titre

INTRODUCTION

I. — *Le Drame Algérien*

II. — *Au milieu du gué*

III. — *Populations adaptées et populations inadaptées*

IV. — *Les problèmes des peuples inadaptés exigent, pour être résolus, une véritable mutation sociale*

V. — *Conditions nécessaires pour qu'une mutation soit possible*

VI. — *La chance de la France et la malchance de l'Algérie*

VII. — *Le lien entre la France et l'Algérie n'est pas une fiction politique*

CONCLUSION

Notes

Copyright d'origine

Achevé de numériser

INTRODUCTION

Au mois de mars 1956, une de nos camarades de l'Association nationale des Déportées et Internées de la Résistance, Lucienne Laurentie, faisait retentir, dans la Tribune libre de notre bulletin, Voix et Visages, *un appel angoissé. Les statistiques données par l'Institut français d'Opinion publique faisaient ressortir, disait-elle, l'absence totale d'opinion (sinon l'indifférence), d'un grand nombre de Français sur le problème algérien.* « *Combien de braves gens et de gens braves qui, une fois dans leur vie au moins, ont su faire un choix et s'y tenir, en dépit des dangers, combien de camarades se trouvent-ils parmi ces sans-opinion ? Ne soyons pas, disait-elle, de ceux qui ne se prononcent pas.* »

Nous avons eu alors l'idée de demander à notre camarade Germaine Tillion, ethnologue très avertie des questions algériennes, de donner pour Voix et Visages *un aperçu du drame actuel et des problèmes qui s'y rattachent. Une première étude parut en octobre 1956, puis une seconde en janvier 1957. Cependant, prise par l'importance de son sujet et la connaissance qu'elle en avait, Germaine Tillion nous remit, en définitive, un ouvrage beaucoup trop long pour un bulletin. Il fut alors décidé de faire paraître, en supplément à* Voix et Visages, *une brochure réservée aux adhérents de l'A.D.I.R. et à leurs amis.*

Cette brochure, intitulée L'Algérie en 1957, *connut un retentissement immédiat. Non seulement les adhérentes, mais encore les étudiants, les universitaires et des groupements de toutes sortes, venaient en chercher par dizaines pour les distribuer autour d'eux.*

Un article « Morale et massacre » paru dans Le Monde *du 11 juin, en première page, se référait longuement à l'ouvrage de Germaine Tillion,* « *Que sera l'Algérie nouvelle ? écrivait l'auteur, un haut fonctionnaire gardant l'anonymat. Tout ce que nous pouvons savoir, c'est qu'elle sera une tâche très dure et qui ne sera entreprise avec chance de succès qu'à partir des données que Germaine Tillion analyse dans* L'Algérie en 1957. »

L'A.D.I.R. ne pouvait répondre à la demande des libraires, ni diffuser L'Algérie en 1957 *comme elle le méritait. Nous avons donc, avec l'assentiment de Germaine Tillion absente de Paris, pressenti les « Editions de Minuit », qui envisagèrent sur-le-champ — l'actualité brûlait — le tour de force d'éditer ce livre en huit jours. Puisse-t-il apporter aux Français les éléments solides sur lesquels ils étayeront leurs convictions.*

ANNE FERNIER.

MES CHÈRES CAMARADES,

Depuis plusieurs mois certaines d'entre vous me demandent de leur parler du drame algérien, mais je ne puis le faire brièvement, car il s'agit, en réalité, de plusieurs drames. Chacun d'eux pourrait être dénoué — non pas facilement, non pas rapidement — mais, à la rigueur, dénoué. Malheureusement chaque dénouement exclut les autres, sans toucher cependant aux problèmes qu'ils étaient appelés à résoudre. A cette complexité fondamentale, ajoutez la confusion due à une circulation réellement exceptionnelle de contre-vérités, de fausses analogies, de mauvaise foi et surtout d'ignorance.

Une avalanche d'opinions absolues — et absolument contradictoires — déferle chaque jour dans la presse ; les images défilent : Nationalisme, Fédéralisme, Séparatisme, Colonialisme, Terrorisme, Fatalisme, Fanatisme, Communisme, Elections, Intégration, Négociations, Capitulation, Trahison, Tout-ce-que-la-France-a-fait-en-Algérie, Tout-ce-que-la-France-n'a-pas-fait-en-Algérie, le F.L.N., le M.N. A., le C.R.U.A., le M.T.L.D., le P.P.A., la Main Noire, Présence Française, la Ligue Arabe, l'Intelligence Service, les Grandes Compagnies de Pétrole, les Ennemis Certains, les Alliés Douteux, le Colonel Nasser, M. Borgeaud, la Guerre Sainte — ensemble abracadabrant, qui fait songer à trois ou quatre mauvais romans de la Série Noire dont un éditeur négligent aurait mélangé les pages avant le brochage.

Vous vous trouvez donc — comme tout le monde — livrées à des réactions affectives. Or nos « réfllexes conditionnés » sont — et je sais que je parle pour la majorité d'entre nous — un amour passionné de la Justice, une solidarité quasi instinctive avec les opprimés, les prisonniers, les fugitifs, mais aussi la fidélité à notre pays lorsqu'il est attaqué et lorsqu'il est en danger.

Il existe des devoirs simples — cruels mais simples. Pour nous — il y a quinze ans — le devoir s'est présenté sous cet aspect-là. Rien n'est moins « simple » que l'épreuve d'aujourd'hui, et soyez sûres qu'elle n'est « simple » pour personne, sauf peut-être pour quelques cervelles microscopiques — d'ailleurs équitablement distribuées de part et d'autre de toutes les frontières. Mis à part les heureux détenteurs de ces cervelles-là, il n'y a pas un acteur de la tragédie qui ne soit déchiré entre les options les plus contradictoires, aussi bien dans les camps des fellaghas que dans les nôtres (je mets « les camps » au pluriel, car on n'est pas plus unanime d'un côté que de l'autre).

Sur un point cependant tous les nationalistes algériens sont d'accord : c'est qu'il leur faudra, un jour, d'une manière ou d'une autre, collaborer avec la France (mais ils ne se rendent peut-être pas compte que, pour l'Algérie, cette collaboration est rigoureusement vitale — plus encore que pour le Maroc et la Tunisie). Tous les Français que j'ai interrogés sont, de leur côté, d'accord sur un autre point : celui des devoirs que nous avons contractés vis-à-vis des Algériens, parce qu'ils ont versé leur sang pour nous dans trois guerres, parce qu'ils partagent notre destin depuis 130 ans (depuis plus longtemps que les Niçois et les Savoyards). J'ajouterais volontiers : parce que nous avons un peu contribué, sans le vouloir et sans le savoir — par des méfaits inconscients et des bienfaits maladroits — à les enfoncer dans l'impasse où ils se trouvent actuellement.

A vrai dire, ils n'ont partagé qu'une partie de notre destin, car s'ils ont fidèlement pris leur part de nos dangers, ils ont été presque toujours — ou du moins, en grande partie — exclus de nos réussites et de nos chances et c'est assurément la cause principale du drame actuel. J'en ai exposé souvent les données à des Français qui m'interrogeaient. Une fois sur deux, mon interlocuteur m'interrompait avec entrain pour me dire : « *C'est leur faute. Nous, à leur place...* », etc. Avec la même conviction et la même bonne foi l'interlocuteur suivant me coupait la parole pour me dire : *« C'est la faute de la France ; nous n'avions qu'à...* », etc.

Ce n'est pas moi qui vous présenterai un beau coupable bon à pendre, ni une *happy end* facile et radicale, malgré le vaste choix qui nous est proposé. La tragédie algérienne, telle que je la vois, comporte beaucoup de victimes, peu de traîtres — et ses possibilités de dénouement m'apparaissent comme un bon point de départ pour d'autres tragédies.

I. — *Le Drame Algérien*

Dans un pays immense, mais pauvre, et très inégalement évolué, vivent neuf à dix millions d'habitants dont la plus grande partie (un peu plus de huit millions) pratiquent la religion musulmane, tandis que les autres (un peu plus d'un million) ne la pratiquent pas. Avec un mode d'exploitation archaïque, ce pays peut nourrir entre deux et trois millions d'individus.

Les Musulmans sont souvent appelés « indigènes », mais ce mot m'agace, car personne, en France ne m'appelle « indigène », bien que je sois, dans mon pays, aussi « indigène » qu'on puisse l'être, et attachée à tout ce qu'il y a de plus suranné, voire absurde, dans les vieilleries de notre héritage. Peut-être est-ce la raison pour laquelle les « indigènes » m'ont toujours inspiré un sentiment si fraternel, et la raison aussi pour laquelle leurs vieilleries m'ont toujours semblé respectables et émouvantes... Il n'en est pas moins vrai que ce terme, en Algérie, prétend être injurieux.

Les seconds, on les appelle « les colons ». On entend par là : un propriétaire terrien d'origine européenne. Or, il y a, en Algérie (sur environ 1.200.000 non-Musulmans) exactement 19.400 colons au sens strict, dont 7.432 possèdent moins de dix hectares et sont de très pauvres gens, à moins qu'ils ne soient des retraités, des commerçants, des fonctionnaires possédant un terrain qui ne les fait pas vivres. Des « vrais colons », il y en a 12.000 environ, dont 300 sont riches et une dizaine excessivement riches (vraisemblablement plus riches à eux dix que tous les autres ensembles). Avec leurs familles, les 12.000 colons constituent une population d'environ 45.000 personnes (car, pour 10 familles européennes d'Algérie, on compte 36 individus). Les autres « colons » — beaucoup plus d'un million d'êtres humains — sont des ouvriers spécialisés, des fonctionnaires, des employés, des chauffeurs de taxi, des garagistes, des chefs de gare, des infirmières, des standardistes, des manœuvres, des ingénieurs, des commerçants, des chefs d'entreprise, et leur ensemble représente vraisemblablement plus des trois quarts de l'infrastructure économique d'un pays qui ne survivrait pas à sa perte. Cependant, comme le terme « indigène », celui de « colon » s'efforce de devenir péjoratif.

Lorsque je parle des habitants de l'Algérie, je les appelle des Algériens, et je me sens incapable d'en maudire ou d'en injurier une catégorie quelconque, car je comprends les uns et les autres et je considère qu'ils ont, les uns et les autres, pour des motifs différents, des droits sur nous. Au surplus « colons » et « indigènes » se ressemblent comme des frères : ils ont les mêmes qualités — sens de l'honneur, courage physique, fidélité à leur parole et à leurs amis, générosité, ténacité — mais aussi les mêmes défauts — goût de la violence, passion effrénée de la compétition, vanité, méfiance, susceptibilité, jalousie. Ces similitudes pourraient s'expliquer par une longue cohabitation, mais l'étrange ressemblance physique qui existe également entre les deux groupes exige d'autres explications et nous amène à jeter un regard sur leurs origines respectives.

Chez les « colons », nous trouvons un pourcentage élevé de gens venus de Corse, de Malte, d'Espagne... Or, les Corses sont ethniquement plus proches des Kabyles et des Chaouia que des Provençaux ; les paysans maltais parlent encore aujourd'hui un patois arabe et l'on sait ce que les Espagnols doivent au sang maure.

Chez les « indigènes », nous avons affaire à des gens nés sur un des coins de la planète où, aux temps préhistoriques comme aux temps historiques, du Nord au Sud, d'Ouest en Est, d'Est en Ouest, à la fois par grandes masses homogènes et par infiltrations, les hommes se sont déplacés. Par exemple, les légions romaines qui ont stationné pendant des siècles dans le Constantinois étaient surtout composées de soldats gaulois amenant leurs familles, cultivant un bout de terrain et, leur « temps » achevé, s'établissant dans le pays. Bref, si les fantômes de « nos ancêtres les Gaulois » pouvaient revenir en Algérie et y faire un recensement de leurs chromosomes, qui peut dire où ils les retrouveraient ? Cela n'a assurément aucune importance, car nulle lignée humaine n'a le privilège de l'intelligence et de l'équité et toutes comptent, parmi leurs générateurs, une proportion massive, et probablement constante, de sacripants et d'imbéciles. Nous n'avons rien à envier à personne sur ce point, mais personne non plus n'a rien à nous envier ; si je vous mentionne ces détails, c'est parce qu'il arrive parfois que des argumentations racistes figurent dans l'imbroglio algérien. Ailleurs elles me semblent pénibles, mais ici elles sont également sottes.

Pratiquement, la notion de race est d'ailleurs souvent confondue tantôt avec celle de langue, tantôt avec celle de religion. L'Algérie ne fait pas exception à la règle, et une façon usuelle d'y situer « racialement » un individu consiste à le définir comme « musulman » ou « non musulman ».

Certes, l'appartenance religieuse pèse énormément sur le développement de chacun ; encore ne faut-il pas s'imaginer chaque religion du globe comme un bain d'une teinture indélébile, uniforme, et nettement tranchée pour chaque confession. Je compte parmi mes amis de très nombreux Musulmans et Musulmanes, appartenant aux niveaux et aux milieux les plus divers, et je puis vous assurer qu'un intellectuel musulman, et musulman

convaincu — professeur, médecin, avocat, instituteur — a une attitude religieuse plus proche de celle d'un intellectuel chrétien que de celle d'un illetré de son pays. *Et inversement.* Autrement dit, sur le plan des attitudes religieuses, il y a plus de parenté entre un berger breton et un berger de l'Ouarsenis, qu'entre ceux-ci et leurs compatriotes bacheliers. Il est même probable que si, dépassant le niveau des comportements, on pouvait faire abstraction du paquet de convictions non inventoriées dont chaque être humain est encombré dès sa naissance, pour analyser le contenu réel, intime et vivant des véritables croyances religieuses, on retrouverait — par-delà les frontières des cultes — cette même parenté. Lorsqu'on vous parlera de « Guerre sainte », de « Fanatisme musulman », n'évoquez pas une espèce de sauvagerie intrinsèque et, par essence, incompatible avec ce « Cartésianisme », ce « Rationalisme » dont nous faisons un si écœurant étalage, mais prenez un livre d'histoire et considérez les contemporains de Montaigne ou même ceux de Descartes et vous verrez que la haine religieuse qui a opposé les Chrétiens catholiques et les Chrétiens protestants était plus furibonde, plus sanguinaire, plus fanatique, plus « intrinsèquement sauvage » que celle qui peut exister aujourd'hui entre les communautés musulmanes et chrétiennes d'Afrique. Pourquoi ? Parce que fanatisme et férocité sont des faits sociaux qui tiennent au niveau culturel d'une population et non à la nature de sa religion. Il peut y avoir des Musulmans fanatiques (car les pauvres gens n'ont guère eu l'occasion d'apprendre la mesure, ou même d'apprendre tout court), mais le fanatisme ne fait pas plus partie intégrante de l'Islam que la Croisade contre les Albigeois ou les Procès de Sorcellerie ne sont, par essence, constitutifs de la Chrétienté. Les Musulmans vivent, en quasi totalité, dans un des secteurs terrestres les plus mal placés par rapport à l'ébranlement de la civilisation mécanique, et toutes les sornettes qu'on nous raconte sur l'Islam viennent de là.

Le niveau de civilisation, par contre, est un élément actif du comportement, mais c'est une délicate entreprise de l'évaluer surtout quand il s'agit d'illettrés ; doser les influences qu'ils ont subies n'est pas moins délicat. Entre 1934 et 1940, j'ai passé la plus grande partie de mon temps en mission scientifique dans l'Aurès. Dans les régions où j'ai le plus longtemps séjourné, la plupart de mes interlocuteurs et toutes mes interlocutrices n'avaient jamais vu d'Européen de leur vie. Beaucoup, par contre, avaient fréquenté des Esprits, au sujet desquels tous, sans exception, possédaient les informations les plus précises et les plus abondantes. Malgré l'isolement et le « prélogisme » apparent que cela suppose, ce qui me frappait déjà dans mon enquête — par comparaison avec celles qui ont été faites par d'autres ethnologues, au Soudan, au Brésil, au Mexique, chez les Eskimos —, c'étaient l'absence d'exotisme. Je doute que ce soit un simple travers de mon esprit (qui serait plus intéressé par les causes et les raisons — nécessairement de type universel — que par le pittoresque), et je serais assez portée à croire, non seulement à des influences lointaines et réciproques, mais encore à une sorte d'osmose sociale plus récente, qui ferait perler, grâce à un milieu conducteur, des notions, des jugements de valeur, des attitudes mentales, à l'extrême lisière de ce milieu où, apparemment, le système auquel appartiennent ces notions et ces jugement est étranger.

Quatorze ans plus tard, la guerre, l'émigration en France, une révolution économique, avaient miné sourdement les vieux cadres traditionnels, préparant ainsi l'éclatement cellulaire auquel nous assistons aujourd'hui. Songez qu'au moment de l'avant-dernier recensement, les Musulmans âgés de 20 à 60 ans étaient 1.600.000. Quelques-uns de ceux qui, à cette date, dépassaient la cinquantaine, avaient fait la guerre de 1914-18 ; les « moins de 40 ans », eux, avaient pu être mobilisés en 1939, voire prisonniers, voire évadés ; d'autres — ou quelquefois les mêmes — avaient participé à la campagne de France, à celle d'Indochine... Ajoutez à cela un contingent de 400.000 hommes qui travaillent dans nos usines mais qui se renouvellent régulièrement depuis dix ans, et demandez-vous quel est, en Algérie, le pourcentage des Musulmans adultes qui ont traversé la Méditerranée ? La moitié ? Le tiers ? Les deux tiers ? Sûrement beaucoup plus dans certaines régions et beaucoup moins dans d'autres. Mais c'est précisément dans les régions où ils sont la majorité que l'insurrection est née.

Ces hommes qui ont travaillé à Billancourt, à Saint-Denis, dans les Hauts Fourneaux lorrains ; qui ont combattu à Verdun, à Charleroi, sur la Somme, sur la Loire, à Monte Cassino ; qui ont libéré la France, qui sont entrés dans Paris avec Leclerc, qui ont franchi le Rhin, est-ce qu'ils sont, ou non, sortis de leur moyen âge ? Musulmans, certes, et fervents, mais ils ne sont pas plus les contemporains de Sidi-Ocba que nous ne sommes ceux de Saint-Louis. Ils ne sont pas davantage des hommes d'Orient (l'Orient poétique et somnolent, l'Orient fanatique et sanguinaire, l'Orient fataliste et résigné, l'Orient fabuleux — les clichés ne manquent pas). Faute d'instruction, de technicité et de ressources, les trois quarts d'entre eux ne sont pas non plus des hommes d'Europe. Que sont-ils alors ? Des Algériens du vingtième siècle — et, croyez-moi, ce n'est pas une situation enviable. Comme disait un vieux Kabyle : « *Vous nous avez emmenés au milieu du gué et vous nous y avez laissés.* »

Quelques-uns, cependant, ont franchi le gué. Combien ? Un quart peut-être, car, prise en bloc, la population algérienne (un peu plus de 9 millions de personnes) vit pour un tiers dans une économie de type européen et pour deux tiers dans une économie de type africain, ce qui signifie que la plupart des minoritaires (descendants d'Européens) et deux millions environ de majoritaires (Musulmans) ont des niveaux de vie et de culture comparables à ceux que l'on peut rencontrer en France. Les autres — six millions d'êtres humains, tous appartenant à la majorité — ont progressivement perdu les biens matériels et les valeurs spirituelles des sociétés

archaïques, sans avoir pu, faute d'instruction et de technicité, devenir des hommes modernes. Ils se trouvent sur la charnière des deux mondes — au milieu du gué — hantés par le passé, enfiévrés par l'avenir, mais les mains vides et le ventre creux, entre leurs fantômes et leurs fièvres.

Cette spoliation n'est pas un phénomène propre à l'Algérie et elle atteint ou menace d'atteindre actuellement les trois quarts de l'espèce humaine, mais vous en comprendrez plus facilement le mécanisme et vous sentirez mieux son injustice et sa cruauté, si je vous la présente à l'échelon d'un petit groupe humain qui vit dans les montagnes les plus sauvages de l'Aurès et dont j'ai connu, pendant de longues années, chaque homme et chaque femme.

II. — *Au milieu du gué*

Lorsque je les ai vus pour la première fois, ils étaient tous très pauvres — ils l'ont toujours été. Après quatre ou cinq années consécutives de sécheresse, leur situation pouvait devenir précaire (et il arrivait parfois que l'Administration soit amenée à faire des distributions gratuites de céréales), mais normalement ils avaient — tout juste — le nécessaire pour manger.

Certains d'entre eux étaient malheureux, et j'ai connu dès ce temps-là beaucoup trop d'enfants séparés sans raison de leur mère et élevés durement par des marâtres, et des jeunes gens brimés par leurs familles, et des amours contrariées, et des haines inexpiables, et un nombre réellement ahurissant d'assassinats — mais il n'y a pas de société parfaite et la meilleure gagne beaucoup à n'être pas regardée de trop près. Les bonheurs individuels et privés étaient, me semble-t-il, plus rares encore que chez nous. En compensation, je n'ai jamais rencontré alors ces malheurs profonds, irrémédiables dont les grandes civilisations ont le secret.

Ces gens avaient aussi des vertus, des chances raisonnables de bonheur, de la bonhomie, de la cordialité, de la malice. Ils se maintenaient dans un assez bon équilibre, grâce à l'entraide illimitée qui liait entre eux les habitants d'un village ou d'un groupe de tentes, à la fierté qu'ils ressentaient tous de cette union, au plaisir extrême qu'ils prenaient à jouer de mauvais tours à leurs voisins et à l'inefficacité relative de ces mauvais tours. (Je me souviens, en particulier, de deux tribus, ennemies de longue date, et d'une de leurs petites guerres à laquelle j'ai assisté : au bout de trois jours de bataille ininterrompue, au cours de laquelle on s'était tiré dessus à satiété, il y a eu, en tout et pour tout, *un* homme blessé et une brebis tuée. Le marabout le plus proche servit d'intermédiaire ; le parti victorieux consentit à dédommager le blessé ennemi et tout le monde se mit d'accord pour faire la paix et pour cacher l'affaire, non seulement aux lointains messieurs de la Préfectorale, mais aussi aux deux caïds du secteur. Mais comme on s'était amusé, de part et d'autre !)

Je les ai quittés dans la dernière semaine de mai 1940.

Quand je les ai retrouvés, entre décembre 1954 et mars 1955, j'ai été atterrée par le changement survenu chez eux en moins de quinze ans et que je ne puis exprimer que par ce mot : « clochardisation ». Ces hommes qui, il y a quinze ans, vivaient sobrement mais décemment, et dans des conditions à peu près identiques pour tous, étaient maintenant scindés en deux groupes inégaux : dans le moins nombreux, l'aisance, il est vrai, était plus grande qu'autrefois, mais dans l'autre plus personne ne savait comment il mangerait entre décembre et juin. Jadis, après une bonne récolte, le plus pauvre homme en répartissait l'excédent sur les trois années suivantes — car une expérience millénaire avait appris à tous la prévoyance — et maintenant neuf familles sur dix vivaient au jour le jour.

Comment expliquer cela ? Les explications abondent mais beaucoup ne valent pas cher. En voici une première série classique : « *Ils sont imprévoyants... ce sont de grands enfants... le fatalisme musulman* », etc.

Malheureusement pour les explications en question, j'étais là, précisément là, il y a quinze ans, et j'ai connu ces mêmes hommes, les mêmes, ni imprévoyants, ni fatalistes, ni « grands enfants », mais au contraire, pleins de sagesse, de gaieté, d'expérience et d'ingéniosité.

Seconde série d'explications, également classique : le Colonialisme, vieux Croquemitaine.

Malheureusement encore, il n'y a jamais eu de colon, ni hier ni aujourd'hui, à moins de cent kilomètres à la ronde et seuls le vent de sable et les chèvres peuvent à la rigueur être accusés d'une diminution de la surface des terres cultivables (mais ce n'est pas le « colonialisme » qui a inventé les chèvres et le vent).

A vrai dire, en cette fin d'année 1954, il y avait tout de même une route — sur laquelle personne ne passait, que les caravanes de jadis. Il y avait aussi une splendide école — où aucun instituteur n'était encore venu. Et, comme par le passé, on ne voyait jamais ni médecin ni infirmier, ni aucune sorte de fonctionnaire — sinon, tous les trois ou quatre ans, deux gendarmes inoffensifs et ahuris, et, depuis un mois, quelques militaires ou quelques fellaghas (mais ceci est une autre histoire ou plutôt un autre épisode de la même histoire). La « présence française » brillait, apparemment, par son absence : aucun colon, une école sans instituteur, une route vide, ni médecin, ni infirmier, ni aucune sorte d'émissaire de la « civilisation ». Quelques intentions, tout au plus, mais non suivies d'effet.

Quelle erreur ! La « présence française » était partout, invisible mais omniprésente, et distribuant à pleines mains le Bien et le Mal (Mal et Bien sont difficiles à distinguer ici, comme vous allez le voir).

Pas de tournées médicales régulières, c'est vrai — donc pas de distribution périodique d'aspirine ou de boules de gomme — mais le paludisme, le typhus exanthématique et la typhoïde (qui dévastaient encore la région il y a quinze ans) ont à peu près totalement disparu, sans que les gens du pays aient même remarqué le passage des blouses blanches et des thermomètres : des spécialistes ont circonscrit les zones impaludées, le D.D.T. a fait le reste. Dans la période antérieure, c'était la peste et le choléra qui, par les soins invisibles de nos médecins, avaient

opéré la même sortie discrète. A peu près en même temps, les famines mortelles et les guerres de tribu, surveillées, de loin, par les Services Préfectoraux, allaient rejoindre les vieilles légendes du passé.

Quel tableau idyllique : pas de colon, pas de fonctionnaire, mais la paix règne, la santé s'améliore, les poux disparaissent (avec le typhus), les moustiques également (avec le paludisme), et quand survient une vraie famine — pas la faim qui fait mal au ventre, mais celle qui fait mourir — les hauts fonctionnaires se déplacent pour faire distribuer de la farine ou du riz. Est-ce cela, la « colonisation » ? Oui, c'est parfois cela, qui n'est pas aussi anodin ou inoffensif qu'il semble.

Bref, la population a augmenté, et nous avons vu que, pour l'ensemble de l'Algérie, elle est devenue quatre ou cinq fois ce qu'elle était il y a cent ans ; elle a atteint un rythme d'accroissement qui est actuellement un des plus hauts du monde, *mais qui n'est pas encore le plus haut qu'elle puisse atteindre.* En même temps que la population augmentait, ses troupeaux et ses cultures s'accroissaient en proportion et atteignaient, puis dépassaient ce qu'on pourrait appeler la cote d'alarme, à partir de laquelle il y a usure irréparable des sols, destruction définitive des sources et des forêts. Donc, pendant que la population se multiplie selon une progression géométrique, non seulement ses ressources n'augmentent pas selon une progression arithmétique (comme le disait Malthus), mais elles cessent de s'accroître et même elles diminuent.

Pendant ce temps, sur cette route vide, où, semble-t-il, il ne passe personne, chemine un autre type d'évolution : les paysans ont cessé de compter en charges d'orge et ils calculent en pièces d'argent : ils sont passés de l'économie de troc à l'économie de marché sans presque s'en rendre compte. Maintenant ils sont pris dans l'infernal système qui a étranglé pendant des siècles Jacques Bonhomme, notre ancêtre — Jacques Bonhomme, avec son imprévoyance, sa fainéantise, tous ses vices de pauvre (et naturellement son fatalisme, mais qu'on appelait dans son cas « résignation chrétienne »).

Ce cycle (qui se retrouve dans tous les pays affamés du globe) consiste, pour le paysan, à être obligé de vendre ses produits immédiatement après la récolte pour rembourser ses avances, donc au cours le plus bas, puis de racheter, cinq ou six mois plus tard, le produit qu'il a vendu, mais cette fois au cours le plus haut — c'est-à-dire à un prix au moins double de celui qui lui a été payé. Il n'est pas difficile de comprendre que le malheureux achève ainsi de s'enfoncer dans une détresse sans remède. Néanmoins, ce système, et d'autres encore, ne constituent que des remous et des tourbillons dans l'énorme fleuve de misère qui entraîne aujourd'hui irrésistiblement des continents entiers.

L'accroissement brutal, anormal, de la population, la diminution parallèle des ressources, l'effondrement de l'économie, le contact avec la supériorité décourageante des mécaniques étrangères ont pour résultat de faire chavirer les civilisations archaïques qui subissent cet assaut. Tout, maintenant, s'effondre ou va s'effondrer : les arts, les techniques et toutes les ingénieuses coutumes qui permettaient à un groupe humain de vivre à peu près en paix. Et c'est parfaitement logique : il faut des semaines de travail et sept toisons pour tisser un burnous (chaque toison vaut entre cinq cents et mille francs) ; il est absurde, pour des gens qui mangent de la viande quatre fois par an, de consacrer cet argent et ce temps à un vêtement, alors qu'on peut avoir, pour un prix dérisoire, une minable défroque qui, tout de même, protège du froid. Tout le reste est à l'avenant et, dans tous les domaines, le minable, le sordide va remplacer le noble patrimoine déchu.

Je ne puis vous décrire l'interminable enchaînement de catastrophes qui, désormais, vont méthodiquement dévaster les existences de ces pauvres gens. Le pâturage ? Utilisé par un trop grand nombre de bêtes, il est usé avant le renouveau — et les bêtes crèvent. La semence, espoir de l'an prochain ? Mourant de faim, on l'a mangée, par petites poignées. On est volé quand on achète. On est volé quand on vend. On n'aura plus de miel, car les abeilles sont mortes à la dernière sécheresse et on n'a pas refait de ruches. Et j'allais oublier les impôts, les usuriers, et les Sociétés Agricoles de Prévoyance.

Les lois et les fonctionnaires sont impuissants à protéger les hommes illettrés et pauvres ; une nuée de parasites les rongent. Et maintenant : la révolte, les « fellaghas », les « forces de l'ordre ». Et entre les « fellaghas » et les « forces de l'ordre » ? Eux. Naturellement.

III. — *Populations adaptées et populations inadaptées*

En 1828, lorsque nos ancêtres ont traversé la mer pour venger un coup d'éventail, l'Algérie était un pays archaïque. La France aussi.

Depuis lors, la face du monde a changé, et la guerre de 1870 a sans doute été la dernière guerre du moyen âge. Mon grand-père l'a faite, le vôtre aussi peut-être. C'est dire que le moyen âge est encore tout près de nous et que nous pouvons essayer de comprendre les hommes contemporains qui ne l'ont pas encore dépassé.

La nouvelle ère a commencé, non pas avec la fission de l'atome (qui n'en est qu'un des événements), mais avec le développement énorme du machinisme, l'intensité et la rapidité des transports et des échanges, et surtout les grandes découvertes médicales ; et, en liaison avec ces phénomènes, la généralisation de l'instruction, l'augmentation de la technicité, l'accroissement régulier des richesses.

Tout cela — suppression *mondiale* des épidémies, commercialisation *mondiale* des richesses, diffusion *mondiale* des idées, des découvertes et des événements — a eu pour conséquence de transformer le milieu biologique humain sur toute la terre.

Or, une partie des hommes s'est adaptée au nouveau milieu et en a tiré des avantages considérables ; les autres n'y sont pas parvenu immédiatement et se sont mis alors à prendre du retard, de telle sorte que, chaque année, il est un peu plus difficile pour eux de rattraper les premiers. Un des symptômes de ce retard est une augmentation démesurée de la population, et c'est pourquoi, prenant l'effet pour la cause, la plupart des gens, surtout dans les pays anglo-saxons, préconisent pour les peuples misérables le contrôle des naissances. Conseiller le contrôle des naissances à un pays sous-développé est une blague dont je vais essayer de vous montrer le côté sinistre.

Les populations inadaptées ont des civilisations agricoles archaïques ; les populations adaptées ont des civilisations de type industriel, résolument tournées vers l'avenir. Entre les deux, je n'aime pas poser l'écran d'un jugement de valeur : individuellement, on n'est ni moins intelligent, ni moins bon, ni surtout moins heureux, dans une population dite « arriérée » que dans la nôtre — du moins tant que personne ne touche à l'équilibre empirique millénaire qui a permis aux hommes d'y subsister. Il fut un temps — pas si lointain, puisqu'il se termine aux environs de 1920 — où les deux civilisations ont coexisté dans notre propre pays.

A chacune des deux civilisations correspond un type de natalité différent et, dans les deux cas, ce type de natalité est lié à l'ensemble des exigences sociales des deux sociétés : prêcher la natalité biologique dans un milieu universitaire parisien, new-yorkais ou moscovite, n'est pas plus absurde que de prôner le contrôle des naissances dans une population archaïque. Et réciproquement. Par contre, dès que les deux sociétés sont en contact, elles tendent à avoir le même type de mortalité. Il en résulte, pour les groupes archaïques, un accroissement démesuré et brutal de leur population.

De même que les deux civilisations ont chacune un type de natalité distinct, elles ont également, dans le domaine économique, des types de productivité essentiellement différents.

Dans les sociétés archaïques, où les hommes se multiplient au maximum, les ressources restent plus ou moins stationnaires — c'est-à-dire qu'elles s'accroissent peu, dans la meilleure hypothèse, et qu'elles ont tendance à diminuer lorsqu'elles ont atteint un plafond auquel elles parviennent vite. Multiplication des hommes, diminution des ressources, le résultat est, inévitablement, une baisse tragique, régulière, progressive, inexorable, du niveau de vie.

Au contraire, dans les civilisations industrielles, l'augmentation des richesses est rapide et, autant qu'on en puisse juger, illimitée, tandis que le nombre des hommes varie peu et souvent même pas assez. Le résultat est forcément inverse de celui que nous venons de voir, et nous assistons alors à une élévation constante et substantielle des conditions générales de l'existence.

Il n'y a pas là d'argument pour ou contre le malthusianisme : théoriquement, il faudrait être antimalthusien dans les sociétés malthusiennes et malthusien dans les milieux archaïques où il est impossible de l'être. Présenter ainsi le problème démontre combien il est chimérique d'espérer le résoudre facilement : chaque civilisation constitue un tout homogène qui ne se laisse pas débiter en pièces détachées interchangeables. Lorsqu'un de ces accessoires devient inutilisable, c'est la voiture toute entière qu'il va falloir changer.

L'accroissement des ressources et l'accroissement des hommes sont donc deux phénomènes distincts, mais ils se présentent, dans les deux systèmes, avec une sorte de parité discordante : ici les richesses croissent et pas les hommes, là ce sont les hommes qui augmentent et pas les richesses. Et lorsqu'on établit, dans chaque secteur, les revenus moyens des individus, on constate que le niveau de vie baisse encore plus vite dans les pays dits sous-développés qu'il n'augmente dans les zones évoluées. Encore la situation est-elle pire que ne le disent les statistiques, car celles-ci ne sont capables d'enregistrer — plus ou moins exactement — que la somme des revenus

et le total des hommes, mais elles ne peuvent tenir compte de la façon dont les premières sont distribuées entre les seconds. Or, dès que l'économie du pays archaïque s'effondre, il s'y développe une couche de population parasite, qui accapare une portion croissante du revenu national, et, éventuellement, les investissements étrangers. Revigorée par ceux-ci, elle n'en est que plus avide pour pomper les autres ressources du pays où elle prolifère et c'est au point que l'on peut se demander si, lorsque l'indigence et l'ignorance d'une population dépassent un certain taux, les investissements ne contribuent pas à l'appauvrir, de même que son dénuement culturel est aggravé par la « lutte contre l'analphabétisme » dont les organismes culturels internationaux ont si fâcheusement tendance à se gargariser.

Ces doubles processus ont pour résultat d'enrichir régulièrement une partie de la population terrestre (environ le quart), tandis que les trois quarts des hommes (et bientôt davantage) sont sur la pente d'une déchéance accélérée que, faute d'un autre mot, j'ai appelée « clochardisation ».

Dans les régions où d'immenses espaces vierges permettent de différer provisoirement le surpeuplement, des populations archaïques survivent qui ne sont encore ni « adaptées », ni « clochardisées », mais il est clair qu'il s'agit là d'un sursis dont on peut presque fixer l'échéance, simplement en considérant le chiffre de leur population par rapport au kilomètre carré de bonne terre dont elles disposent. Que les ethnographes se précipitent pour les visiter, car dans peu de temps il sera trop tard. Et attendrissons-nous, en passant, sur leurs masques sculptés, sur leurs tapas, sur leurs danses, sur leurs djellabas brodées, avant l'invasion du bleu-de-chauffe ou de la guenille. Quant à moi, permettez-moi de pleurer d'abord sur leur malheur — car de pleurer, il y a lieu.

Le plus grand forfait du dix-huitième siècle me semble avoir été la Traite des Noirs. Et le Colonialisme représente à mes yeux celui du dix-neuvième siècle. Mais le crime de notre temps sera la « clochardisation » des trois quarts de l'espèce humaine, qui est actuellement en cours sur toute la surface de la terre. Le Système Concentrationnaire ? On peut, probablement, le considérer comme une rationalisation extrême du phénomène, une tentative pour en tirer financièrement le « meilleur parti » possible.

L'anti-esclavagisme a été l'alibi du colonialisme (il l'est encore parfois), et je me demande si l'anticolonialisme n'est pas en train de devenir l'alibi de la « clochardisation ». Non pas que le colonialisme soit tout à fait mort — il est seulement moribond —, ni qu'il n'ait pas aggravé la situation économique des pays où il a sévi, mais il n'est pas seul responsable de leur misère, et, à l'heure actuelle, par exemple, la situation alimentaire dans les régions d'Algérie où il n'y a jamais eu de colons apparaît comme un peu plus alarmante pour les indigents que dans celles où les colons sont en nombre — le « colon » étant, par rapport au « colonisé », quelque chose comme l'insuline pour le diabétique, à la fois le signe de sa maladie et son palliatif temporaire. Supprimer l'insuline avant d'avoir guéri le diabète, c'est tuer le malade ; dire que la santé consiste à prendre de l'insuline, ce serait se moquer du monde.

IV. — *Les problèmes des peuples inadaptés exigent, pour être résolus, une véritable mutation sociale*

Dans les pays qui ont eu l'incroyable chance de prendre le train au bon moment — l'express qui entraîne la Civilisation Planétaire —, l'adaptation s'est opérée insensiblement, ce qui n'a pas permis qu'on remarque à quel point elle est considérable.

Actuellement, dans ces pays, tout enfant est surveillé, dès avant sa naissance, par d'innombrables médecins ; ensuite — poumons, cœur, yeux et dents — il est revu régulièrement ; sa nourriture est devenue une science qui ne cesse de faire des progrès ; il est astreint obligatoirement à de nombreuses années d'instruction ; il bénéficie, en un mot, de toutes les sollicitudes et de toutes les protections dont dispose le pays auquel il a fait cette grâce de le choisir pour patrie. Et il est juste que tout lui soit dû, car il est, pour cette patrie, la garantie de sa force future, de son progrès continu, donc de son indépendance et de son bonheur. Mais il ne l'est qu'à ce prix et il faut y prendre bien garde.

Par une pente continue et régulière, chaque individu est amené ainsi jusqu'à l'âge de la spécialisation et du métier. Et d'années en années, dans les pays adaptés, la spécialisation est plus exigeante, le métier plus difficile, mais aussi le profit social plus grand. Et l'un devient ouvrier qualifié ou chirurgien, l'autre vendeur, physicien-atomiste ou ministre — c'est tout un, car le fils du maître-ouvrier sera, s'il en a le goût ou l'occasion, homme politique ou homme de science.

Dès lors, chaque enfant qui vient au monde exige de ses parents de plus en plus de soins et de dépenses et il a de plus en plus de chances d'échapper à la maladie — mais parallèlement à cette évolution, les naissances sont devenues moins nombreuses, et c'est au point que l'Etat doit prendre garde que la natalité ne baisse pas trop, ce qui l'oblige à protéger encore davantage l'enfant et la famille. Car, dans les pays évolués, les individus normaux sont conscients du tort grave qu'ils causeraient à leurs enfants en ne leur assurant pas une alimentation abondante et de bonne qualité, une surveillance médicale vigilante, de nombreuses années d'études, un certain confort général — vêtements, air pur, jeux, vacances — et, pour terminer, un métier. Tous ces avantages ne constituent pas un privilège, c'est leur absence, au contraire, qui représente un grave préjudice. Or, malgré la plus totale abnégation, un couple ne pourrait pas assumer une pareille charge pour « l'enfant annuel » qui correspond au rythme biologique de la reproduction humaine[1]. Ce n'est donc pas seulement l'égoïsme qui prescrit aux peuples évolués une limitation de leur fécondité, mais bien plus souvent l'amour paternel ou maternel, c'est-à-dire la même loi de conservation de l'espèce qui, aux peuples archaïques, prescrit exactement le contraire. Et, dans les deux cas, deux attitudes qui, en apparence, sont diamétralement opposées doivent aboutir cependant, à peu de choses près, au même résultat : une population relativement stable.

Le groupe archaïque, pour survivre, doit, lui, mettre au monde autant d'enfants qu'il le peut, et, même ainsi, il reste à la merci d'une épidémie, d'une bataille perdue, d'une année de sécheresse exceptionnelle. Pour quiconque a approché un groupe de ce type, il est clair que tous les sentiments collectifs, toutes les institutions, y favorisent un taux de reproduction maximum et il est clair également qu'il ne peut pas en être autrement.

Lorsque le groupe archaïque est en contact avec la civilisation technique, la suppression des épidémies diminue massivement sa mortalité, mais elle n'est pas seule à agir sur sa démographie, car, tandis que sa mortalité décroît, sa fécondité s'accroît, sous l'influence des antibiotiques qui font disparaître les cas de stérilité d'origine blennorragique et les avortements dus à la syphilis. L'importance de ces derniers est même assez grande pour que, dans de nombreuses tribus d'Algérie, la pénicilline soit connue sous le nom de « drogue qui fait avoir des enfants »[2]. Des causes sociales agissent simultanément dans le même sens, car l'intensification des échanges commerciaux, l'affaiblissement des liens tribaux, l'accroissement de la population font éclater ou élargissent les clans consanguins où, hier encore, on ne se mariait qu'entre cousins. Elargissement ou éclatement ont le même résultat : faciliter la nuptialité, accroître le nombre des naissances. Augmentation de la fécondité, diminution de la mortalité favorisent ensemble un accroissement foudroyant — selon une progression géométrique — de la population. Les hommes, de plus en plus nombreux, s'efforcent naturellement de multiplier en proportion leurs troupeaux et leurs défrichements pour pouvoir subsister, ce qui a pour résultat une destruction progressive des sols, des sources et des forêts, et une diminution parallèle des ressources — peu ou pas compensée par quelques améliorations techniques. La sous-alimentation chronique s'installe : il paraît qu'elle est aussi une cause de fécondité.

Mais ne croyez pas que, dans cette effrayante perspective, il y ait motif, pour une population archaïque, à limiter ses naissances, car cette perspective, c'est nous qui la voyons et pas elle. Pour elle, rien n'est changé, du moins en

apparence. Les sentiments qu'elle a mûris (au cours des millénaires d'adversité, où chaque petit groupe cerné par mille dangers était sans cesse menacé de disparaître), pourquoi y renoncerait-elle ? Ils sont ce qu'elle a de plus essentiel et de plus précieux, et d'ailleurs, elle n'a pas, à sa disposition, un idéal ou une morale de rechange, car cela, on ne le lui a pas donné. Le cadre matériel de sa vie n'a pas changé non plus : comme par le passé, les enfants s'élèvent tout seuls, entre les poules et les chèvres. Comme par le passé, on en a donc autant qu'on peut en avoir, et lorsque, par hasard, un couple est stérile, il s'en affecte au point d'aller consulter le médecin étranger (qui, dans des pays où le surpeuplement est tragique, ne verra jamais de clients soucieux de limiter leur famille). Tout cela est parfaitement cohérent, et nous prouve qu'il n'y a pas de problème humain exclusivement physiologique et que, dans celui-ci, le plus grave de tous, le physique, le psychique et le social concourrent parallèlement au même résultat[3]. Il y a donc de moins en moins souvent de la viande dans la marmite et le morceau de galette contient de plus en plus de son ou de farine de glands. La faim est devenue une sensation habituelle, mais jadis on en mourrait quelquefois tandis que maintenant la cruelle sollicitude des pays civilisés maintient allumée — mais de plus en plus basse — la petite flamme de la vie.

Un jour, le terrain qu'on cultivait de père en fils — et qui s'amenuise, désormais, à chaque génération — ne peut plus faire vivre, même très mal, même au plus bas niveau, la famille. Alors, c'est la « clochardisation ».

Le « clochard » a encore moins de raison que « l'homme archaïque » de se préoccuper de sa descendance, car il n'a même plus un patrimoine à léguer — sinon son indigence, sa morne absence d'espoir et son irresponsabilité. Et où prendrait-il le courage d'être ambitieux pour ses enfants, alors qu'ils n'ont pas la plus petite chance d'échapper à l'affreuse, à l'inexorable étreinte de cette misère qui monte insensiblement, comme un flot ?

Car l'avenir est plus sombre encore que le présent, et les améliorations du sort des pays dits sous-développés, lorsqu'on les envisage dans l'éclairage réel de ces malheureuses populations, apparaissent dans toute leur affligeante futilité. Tout ce qui s'est dit, écrit ou fait dans ce domaine a été jusqu'à présent inefficace ou franchement nuisible, et ne nous permet nullement d'espérer pour les intéressés — non pas même ces améliorations dont on parle, mais seulement une halte dans la glissade vers un abîme de dénuement dont on croit toujours que le fond est atteint, mais qui est, en réalité, sans fond.

La plupart de nos journaux — spécialement quand nous avons la chance d'avoir une actualité languissante — détaillent complaisamment à leurs lecteurs les enchanteresses perspectives d'avenir que la science nous permet maintenant d'envisager. Pour les lecteurs de ces journaux, en effet, elles n'ont rien de déraisonnables, car — comme le dit, en d'autres termes, l'Evangile — celui qui a un vélo recevra un jour son auto, celui qui possède une glacière peut espérer acquérir un réfrigérateur — mais, à celui qui n'a rien, on prendra même ce qu'il croit avoir.

Je n'ai jamais lu, sans rage, les belles histoires qu'on raconte sur les perspectives de la « Chlorella » (une algue alimentaire dont le prix de revient sera infime), car je crois fermement que, dans cinquante ans, le plus pauvre des Français aura, autant qu'il en voudra, des denrées plus plaisantes — et qu'il se moquera bien de la Chlorella. Quant aux autres, les hommes sans école, les hommes sans terre, les hommes sans métier, ceux dont le nombre double tous les vingt ans (mais, avec la Chlorella, il triplera), essayez d'imaginer leur sort et leur avenir, accroupis sur leur fumier, entre la distribution — nécessairement gratuite — de Chlorella et celle de D.D.T. Songez aux pauvres petits proliférant dans cette misère et cette abjection. (Nous, au moins, dans nos camps de concentration, nous avions connu antérieurement la dignité, l'effort utile, la réflexion, la responsabilité — et ce souvenir a permis à la plupart d'entre nous de continuer jusqu'à l'agonie à appartenir à l'espèce humaine.)

Avec ou sans Chlorella — celle-ci n'est qu'un symbole — *aucun pays au monde ne peut désormais faire l'économie de l'Ecole et du Métier,* et c'est une erreur de croire que les grands périls des peuples dits « sous-développés » sont des périls exclusivement alimentaires ou exclusivement démographiques, que des petits « trucs » faciles (méthode Ogino, Education de Base ou Chlorella) vont permettre de surmonter. Ce qui, précisément, rend si ardus les problèmes qu'ils posent, c'est qu'ils demandent pour être résolus le passage d'un système dans un autre, *c'est-à-dire rien de moins qu'une mutation.* Celle-ci exige — et pour chaque individu en particulier — un idéal d'existence entièrement différent de celui que présente encore à cet individu la société où il vit. Elle exige également des options (qui dit option dit sacrifice), des efforts énergiques et suivis, de la discipline, en un mot : de l'espoir. Des gens doctes vous diront que, pour de mystérieuses raisons, certaines catégories de populations sont incapables d'effort, d'ambition, de discipline. C'est très douteux. Par contre, il est évident qu'elles n'ont réellement pas la plus petite chance d'atteindre l'idéal de vie qu'on leur propose, et que, dans leur cas, *la solution raisonnable* — celle que nous adopterions si nous étions à leur place —, *c'est le morne abandon ou la révolte inconditionnelle ;* rien d'autre n'est possible dans le monde qui leur est fait.

Un journaliste, dans un reportage sur le Moyen-Orient, parle de la « haine pathologique » que les gens de ce pays éprouvent pour tout ce qui est occidental. Un ethnologue, à propos des Indiens du Brésil s'attriste de leurs sentiments profonds de haine, de méfiance et de désespoir à l'égard de tout ce qui touche à nos systèmes. Mais

n'est-ce pas légitime ? Comme l'or du diable, tout ce que nous leur donnons se transforme dans leurs mains en feuilles sèches. Cette haine impuissante et désespérée est l'unique refuge d'hommes qui n'ont même pas la possibilité de se révolter contre cette crasse gangréneuse que devient notre civilisation lorsqu'elle leur parvient. La puissante locomotive, qui a inspiré Honegger ? C'est cette vieille machine à coudre rouillée qui ruine leurs brodeurs. Nos philosophes, nos historiens, nos savants ? L'imbécile ricanement d'un cuistre devant tout ce que ces hommes vénèrent.

La révolte se place à égale distance entre le désespoir sans remède (celui des Indiens d'Amérique et des Arabes du Moyen-Orient) et l'équilibre de ceux auxquels les circonstances permettent de croire dans l'avenir. L'Algérie se situe aujourd'hui à égale distance de ces deux pôles, mais il va suffire maintenant d'une chiquenaude pour l'orienter vers l'un ou vers l'autre et fixer son destin.

V. — *Conditions nécessaires pour qu'une mutation soit possible*

Une élévation rapide, générale et massive, à la fois des ressources et de l'instruction, est une des conditions indispensables de la mutation sociale qui peut seule, désormais, sauver ces populations. Mais elle représente un effort gigantesque dont quelques chiffres, évalués au plus bas, vont vous donner une idée :

— Instruction primaire, par enfant (6 à 14 ans) : 300.000 francs ;
— Un an de formation professionnelle, par adolescent : 600.000 francs ;
— Investissements nécessaires pour un emploi dans l'industrie : 3 ou 4 millions ;
— Un logement ouvrier : 1 million.

L'effort que cela représente, si élevé soit-il, est accessible au pays qui doit seulement maintenir son niveau, mais pour le pays archaïque ou — pire — pour le pays déjà « clochardisé », pouvez-vous mesurer l'énormité de l'entreprise qui consiste à vouloir effectuer sur ces bases le sauvetage de la totalité de sa population ? Et pourtant, pensez-vous qu'elle puisse être sauvée à un moindre prix ?

N'espérez pas qu'on puisse s'en tirer au rabais, avec un sixième de bulletin de vote (comme en Algérie), quelques ampoules de vaccin, une généreuse distribution de nos « invendus », et la « lutte contre l'analphabétisme » prônée par l'U.N.E.S.C.O. Toutes ces marques de sollicitude ne peuvent avoir qu'un seul résultat (celui qu'effectivement elles ont) : effondrement fatal des valeurs, des techniques et des traditions d'un peuple, accroissement démesuré de sa population, diminution ininterrompue de ses ressources et une distorsion sociale de nature d'autant plus explosive que la sollicitude aura été plus suivie sans être suffisante. Dans un pays où beaucoup de gens savent lire, il est sain d'instruire les analphabètes, mais, dans celui où les masses sont illettrées, la lutte contre l'analphabétisme peut devenir un fléau supplémentaire. Car on peut vivre dans un système archaïque ; on peut vivre aussi dans notre système (est-on plus heureux ici ou moins heureux là ? Peu importe, puisque jamais on n'a le choix et que l'évolution est irréversible), mais dans le « système clochard » le malheur est indiscutable, évident, et les chances de lui échapper à peu près nulles. Or, il est malheureusement facile de prévoir, à plus ou moins longue échéance, la dégringolade que je vous ai décrite pour le pays archaïque qui ne parviendra ni à éviter tout contact avec nous, ni à s'adapter (c'est-à-dire à *scolariser la totalité de ses enfants,* et à assurer un *métier,* et du *travail* à tous ses adultes). Et il est non moins facile de calculer que le nombre des « hommes biologiquement adaptés » (ou qui vont l'être dans un proche avenir) ne correspond pas tout à fait au quart de la population humaine, tandis que celui des « clochards » (ou des malheureux exposés à le devenir) englobe tout le reste de notre espèce.

Quels sont les pays « biologiquement adaptés » ? Ceux où le niveau de vie peut logiquement d'élever régulièrement : c'est-à-dire les deux Grands — U.S.A. et U.R.S.S. — et quelques autres — France, Angleterre, Belgique, Hollande, Pays Scandinaves, Suisse, Allemagne de l'Ouest, Australie, Canada — qui presque tous ont eu, comme nous, la chance d'être dans le peloton de tête de la civilisation au bon moment. (J'entends bien qu'il existe en France, en U.R.S.S. et même aux U.S.A., des secteurs qui correspondent parfaitement à la définition d'un pays sous-développé, mais on a le droit d'espérer pour eux un alignement progressif avec les secteurs plus favorisés.)

En face, il y a les pays maudits, ceux qui ont pris du retard, ceux où le morceau de pain quotidien devient chaque année un peu plus sec et un peu plus petit : l'Arabie Séoudite, les Indes, le Vietnam, l'Egypte, une partie de la Tunisie, les deux tiers de l'Algérie, la Réunion, certaines régions d'Amérique du Sud et du Centre, des zones de l'Europe Orientale...

Entre ces deux extrêmes, il y a naturellement un talus, terriblement en pente et couvert de verglas, sur lequel cependant des pays s'accrochent, essaient de se hisser presque en haut, l'Italie, le Portugal ; un peu plus bas, l'Espagne, la Yougoslavie, la Pologne, le Japon, la Hongrie. Pour ces nations, les hasards de l'histoire jouent au maximum : une aide extérieure, un bon gouvernement — les voilà sauvées ; une guerre, une révolution, un peu de gaspillage, une exploitation étrangère — et ils coulent verticalement.

L'énorme difficulté que présente, pour une population qui a pris du retard, l'entreprise cependant vitale de le rattraper, nous pouvons la mesurer en considérant ceux qui ont résolument tenté cet exploit : l'U.R.S.S. et le Japon. Le premier a payé — mais de quel prix : dix-sept millions de morts, dont douze millions de morts de faim — le droit de s'asseoir à la table des riches ; et, même à ce prix terrible, il n'y est parvenu que grâce à ses immenses ressources naturelles, à une discipline de fer et à une industrie qui (avant la première guerre mondiale) était déjà en plein essor. Le second, malgré un effort héroïque et une population exceptionnellement industrieuse et

disciplinée, a jusqu'à présent échoué. Maintenant, c'est la Chine qui se lance dans le corps à corps pathétique, forte seulement de quelques exemples à ne pas suivre.

J'essaie d'abréger et de simplifier les problèmes qui se posent à de vieux pays archaïques qui veulent survivre, mais il en est un qui me semble si dramatique et si essentiel que je dois vous en dire un mot : c'est celui de l'équilibre entre la ville et la campagne, c'est-à-dire entre l'industrie et l'agriculture.

Des essors prodigieux, comme celui des puissants Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, et, toutes proportions gardées, du tout petit Etat israélien, ont été certainement très accélérés par le fait qu'ils sont constitués par des émigrants et qu'ils n'ont, par conséquent, pas de classe paysanne autochtone — circonstance qui leur a permis d'aligner d'emblée leur agriculture sur leur industrie (et qui nous empêche, par conséquent, de tirer profit de leur exemple).

Il n'en a pas été de même du Japon et de l'U.R.S.S. ; et il semble bien que, pour le Japon, c'est parce qu'il n'a pu résoudre les problèmes posés par son prolétariat rural qu'il ne parvient pas à résorber sa misère. Quant à l'U.R.S.S., d'innombrables indices nous permettent de penser que c'est là son secteur le plus inquiétant et le plus vulnérable : épouvantables famines des débuts du régime, répression d'une ampleur et d'une durée apparemment injustifiées, baisse surprenante de la natalité — tout cela ne s'explique que par des tâtonnements meurtriers portant sur les problèmes de la paysannerie et par une tentative malheureuse de supprimer les paysans en tant que classe.

Le fait très inquiétant, c'est que, dans ce domaine, il n'y a jusqu'à présent jamais eu, nulle part, de réussite, sinon dans des pays où l'instruction des masses et la prospérité remontent à une époque déjà ancienne — Danemark, Hollande et (à un moindre degré) France. *Depuis le grand essor de la Civilisation Planétaire (début du XXe siècle) qui est en train de faire éclater toutes les vieilles structures, pas un seul peuple de paysans qui soit passé de la misère à l'aisance, mais uniquement de l'aisance à la misère.* Il faut bien avouer qu'il y a là de quoi faire peur.

En supposant (hypothèse peu probable) que tous les pays privilégiés se mettent rapidement d'accord pour s'imposer les plus grands sacrifices afin de « déclochardiser » le reste de l'univers, en auraient-ils les moyens ? Il semble bien que non, lorsqu'on considère l'énormité de l'effort nécessaire pour cela. On s'explique dès lors le cruel petit quadrille au cours duquel les deux Grands et les deux Moyens échangent leurs satellites — ceux-ci cherchant tout naturellement ailleurs (et ne le trouvant pas davantage) ce que la Puissance à laquelle ils s'étaient liés jusque-là ne leur a pas donné. L'U.R.S.S. peut-elle rassasier les appétits (en techniciens, en machines et en investissements) de la Chine, du Vietnam, de la Pologne, de la Hongrie, des pays balkaniques ? La France peut-elle assurer l'équivalent des avantages dont elle bénéficie à tous les peuples de l'Union Française ? Les Etats-Unis (qui ont entrepris le sauvetage du monde, mais qui, au programme du Point IV, ont consacré quatre fois moins que ce que la France a effectivement distribué, depuis 1947, dans la seule Afrique du Nord) peuvent-ils espérer faire dans les pays qu'ils assistent autre chose qu'un saupoudrage à éclipse qui enrichit la misère mais non les misérables ? Tout cela a la même efficacité (et obéit un peu aux mêmes principes) que le sou dont les Petites Filles Modèles se munissaient, pour donner à leur pauvre, à la sortie de la messe.

Accuser d'avarice les pays prospères est aussi vain que d'accuser d'ingratitude les pays pauvres. C'est un fait que l'argent donné aux seconds ne leur sert à peu près à rien — quand il n'aggrave pas leur situation —, mais que ce même argent représente cependant, de la part des premiers, un sacrifice lourd.

En France, par exemple, chacun sait que les vieux travailleurs n'ont pas le nécessaire et que, lorsque le gouvernement a voulu leur assurer une pension (minable), il n'a pas su où prendre l'argent ; en U.R.S.S., les paysans marchent pieds nus ; dans les riches Etats-Unis, les impôts sont énormes, la sécurité sociale est inexistante, la misère, la faim, l'analphabétisme, l'alcoolisme, l'enfance abandonnée sont des maux connus autrement que par ouï-dire. Pour tous ces pays, les dons octroyés aux pays sous-développés correspondent à un effort qui leur semble considérable et il est fort triste de constater à quel point cet effort est inutile, *voire nuisible.*

Comprenez bien qu'il s'agit essentiellement d'une question de dosage : un enfant scolarisé sur vingt, cela suffit pour mettre en faillite l'éducation traditionnelle reçue par les dix-neuf autres, mais si les vingt enfants trouvent place dans une école moderne, ils pourront tenir le coup dans une société moderne tous les vingt ; une entreprise industrielle, dans un pays archaïque agricole, cela suffit pour y faire prospérer le parasitisme mercantile et pour effondrer l'économie ancienne, mais si l'on y crée un nombre d'industries suffisant pour élever l'ensemble des salaires, tout le pays est sauvé ; quelques ampoules d'antibiotiques et de vaccins font chavirer à coup sûr un équilibre biologique millénaire, mais si, en même temps que les antibiotiques et les vaccins, on fournit aux naufragés écoles et usines en quantité suffisante, ils prendront pied dans un autre équilibre, et ils survivront.

Tout ce qui est fait pour les pays inadaptés, au-dessous du niveau que je viens de décrire, précipite leur déchéance, mais ce qui pourrait les sauver est trop cher, alors on leur donne ce qui peut les perdre.

Si l'on pouvait du moins les laisser tranquilles ! Hélas ! cela aussi est impossible, car le diable a mis dans leur sous-sols des tentations auxquelles nous sommes incapables de résister[4]. Ils peuvent bien nous haïr, les pauvres gens !

VI. — *La chance de la France et la malchance de l'Algérie*

Considérez maintenant, dans cette perspective, le destin de notre pays — pays relativement comblé par la nature, mais pas plus que certaines régions du monde où les gens vivent encore aujourd'hui dans une sordide indigence.

Première chance : nous réussissons notre révolution politique et notre réforme agraire cinquante ans environ avant le début de l'essor industriel et un bon siècle avant la révolution biologique ; nous nous trouvons donc bien placés au moment le plus important de l'histoire du monde : la première moitié du XXe siècle. C'est pourquoi (malgré notre hémorragie de 1914, malgré la catastrophe de 1940, malgré onze ans de guerres mondiales, et je ne sais combien d'années de guerres coloniales, malgré nos malheurs et nos sottises) on peut dire que nous avons eu de la chance, puisque, au moment voulu, nous sommes trouvés dans le clan des gagnants. Entendez par là : les pays où le niveau de vie s'élève régulièrement. On imagine volontiers que le hasard seul n'a pas tout fait et que nous pouvons aussi revendiquer des mérites (mais il est possible d'avoir des mérites lorsqu'on est placé pour en tirer le meilleur parti).

Cette ligne ascendante de notre chance, chacune d'entre vous peut facilement en suivre quelques étapes, sans pour cela feuilleter des livres ou inventorier des statistiques. Asseyez-vous plutôt à côté d'un paysan pauvre ou d'un vieil ouvrier — n'importe lequel, dans n'importe laquelle de nos provinces — et, comme je l'ai fait moi-même tant de fois, laissez-le parler et écoutez-le.

Il vous racontera son enfance : à six ans l'école, « *pour apprendre ses lettres* » *;* « *placé* » à huit ans comme berger — plus petit que ses moutons ; des maîtres avares, qui mesurent le pain ; pas de viande, pas de sucre. Plus tard : « *on gagnait trois francs par jour, à faucher à la main, comme des martyrs ; la moisson durait deux mois. Après c'était le trimard* »... (entendez : la mendicité). Et la maladie, et le chômage, et le terme...

Certes, il y a actuellement en France bien des choses qui vont mal — logements indignes, salaires insuffisants, enfants abandonnés, vieillards misérables — mais, dans tous les domaines, l'amélioration est constante et régulière. Cette amélioration, nous la retrouverons dans tous les pays qui sont en-deçà du seuil — non pas un seuil qui séparerait le bloc marxiste et le bloc atlantique, mais un autre, qui ne correspond ni aux alliances ni aux programmes politiques : le bloc des Affamés, qui chaque année auront un peu plus faim, et le bloc des Rassasiés, que chaque année enrichit.

Allez maintenant en Algérie — j'en viens — et asseyez-vous à la porte d'un gourbi, à côté du grand-père — cela aussi, je l'ai fait des milliers de fois. Parlez de la dernière récolte, de l'état des pâturages, de la santé des chèvres, du prix de l'huile, du prix des dattes... Ensuite écoutez, prenez des notes, contrôlez, comparez.

Les deux tiers des Algériens ont eu le sort inverse des Français : leur malheur a voulu qu'ils se trouvent dans la zone d'ébranlement de la révolution biologique moderne *avant d'avoir atteint ce niveau de vie et ce niveau de culture que je vous propose d'appeler « niveau d'auto-protection* ». Et c'est là qu'intervient, à mon avis, notre responsabilité.

Responsabilité et non culpabilité, car le malheur actuel de l'Algérie était vraisemblablement inévitable — dans la mesure où il est désormais impossible d'épargner à un peuple archaïque tout contact avec ce monstre prodigieux qu'est la Civilisation Planétaire et dans la mesure où ce contact est fatal au peuple non préparé qui le subit. Il n'en est pas moins vrai que notre présence en Algérie a *accéléré* le phénomène de désintégration sociale de ce malheureux pays. Disons, si vous préférez, que si l'Algérie était restée indépendante, sa population aurait seulement doublé, alors qu'elle a quadruplé avec nous (ce qui aggrave considérablement sa position actuelle et contribue à la rendre insoluble). Mais c'est une conséquence. imprévue et involontaire du « paternalisme colonial », dont nous sommes à la fois responsables et innocents — aussi responsables et aussi innocents que ceux qui en sont victimes.

L'Algérie compte aujourd'hui neuf ou dix millions d'habitants ; en 1830, elle en avait probablement moins de deux millions ; les statisticiens prévoyaient pour elle (si les conditions économiques de 1954 s'étaient maintenues) vingt millions dans vingt ans et quarante millions dans quarante ans. Tout cela est fou, car une Algérie autonome, donc nécessairement agricole, n'en peut nourrir — mal — que deux ou trois millions.

En 1954, dans la population musulmane, les illettrés en français atteignaient la proportion de 94 % des hommes et 98 % des femmes, et les enfants algériens allaient en classe dans la proportion de un sur quatre. Mais, attention, ce pourcentage correspondait à la totalité des enfants — garçons et filles, Musulmans et non-Musulmans. En réalité, un petit garçon musulman sur cinq allait en classe et une petite fille musulmane sur seize. Ces chiffres honteux étaient eux-mêmes inexacts — comme le sont toutes les statistiques qu'on n'analyse pas — car, en Algérie, plus encore qu'un problème « Musulman - non-Musulman » ou « colon-indigène », c'était le problème

« ville-campagne » qui tendait à s'imposer : la scolarisation totale des enfants de toutes les confessions allait être atteinte dans les villes (dans la commune d'Alger, treize enfants musulmans sur dix-huit), tandis que dans les campagnes elle constituait un rêve inaccessible. (Dans telle commune, il y a place dans les écoles pour un enfant sur cinquante ; ailleurs, pour un enfant sur soixante-dix.)

On ne désire pas ce qu'on ignore et, dans les cavernes aurignaciennes, nos ancêtres sont morts sans avoir souffert de l'absence de radio ou de chauffage central. Mais l'Algérie est probablement le pays où coexistent le plus constamment les connaissances directes et personnelles d'un certain nombre de privilèges (instruction, droits politiques, structure familiale évoluée, possibilité d'améliorer une situation) avec l'impossibilité pratique de les acquérir. De tous ces biens dont nous bénéficions avec indifférence, les Algériens sont frustrés, en connaissance de cause, avec une immense amertume.

Nos journaux se plaisent à comparer les niveaux de vie algériens avec ceux d'Egypte ou d'Arabie[5]. Eh oui ! on est un peu moins pauvre à Alger ou à Constantine que sur les rives de la Mer Rouge, mais, sur les rives de la Mer Rouge, on ne sait pas ce que c'est que l'aisance, la liberté ou même le simple bien-être de manger tous les jours à sa faim, et surtout on ne sait pas que ce bien-être est une chose commune et ordinaire que des peuples entiers possèdent, sans avoir même conscience d'être des privilégiés.

Inversement, cette expérience vécue de la faim, il faut des cataclysmes comme ceux que nous avons traversés il y a douze ans pour que, dans nos pays heureux, on connaisse ses méandres et ses nuances.

Il y a deux faims :

Dans la faim primaire, on est exclusivement obsédé par une certaine masse qui remplira l'estomac — pain, farine, riz. Sous l'influence de cette « faim primaire », nous avons vu certains camarades avaler, coup sur coup, deux, trois gamelles de rutabagas (quand il y avait des malades ou des mortes dont on leur laissait la ration). Dans les blocks, lorsqu'on énumérait les précieuses denrées qui hantent le cerveau des affamés, nous avons entendu souvent répondre : « D'abord du pain, *beaucoup* de pain. »

Ensuite, lorsque l'estomac est plein, naît une autre faim, une « faim secondaire » — faim de viande, de graisse, de fruits — et, au fur et à mesure que cette « faim secondaire » est satisfaite, la consommation de pain, de pommes de terre, de riz (voire de rutabagas) diminue.

Dans les campagnes d'Algérie, les enquêtes que j'ai faites sur les consommations familiales me permettent de penser que la « faim primaire » est, vaille que vaille, *grâce à l'émigration des travailleurs algériens en France,* à peu près satisfaite. Pas tout le temps et pas pour tout le monde, car hélas ! au moment de la soudure (janvier-février), on connaît en Kabylie, dans certaines maisons, la galette de glands et, dans l'Aurès, les baies de genévrier bouillies. Quant à la « faim secondaire », seules les familles riches (un dizième de la population) et celles des travailleurs de l'industrie (100.000 travaillant sur place, 400.000 émigrés en France) peuvent la rassasier. Lorsque dans un gourbi de Zaccar, de l'Ouarsenis, je demandais combien de temps dure « une charge » de blé ou d'orge, si la réponse correspondait à une consommation supérieure à un litre par personne et par jour, je savais que la « faim primaire » était apaisée, mais que la « faim secondaire » planait en permanence sur le pauvre foyer. Lorsque la consommation des céréales diminuait, cela signifiait ou bien l'aisance (un peu de sucre, un peu de beurre, un peu de viande et de lait), ou bien le dénuement total et la faim qui fait mal au ventre.

Or, il ne faut pas l'oublier, un homme algérien adulte sur deux a vécu en France et, à l'arrière-plan de cette misère qu'il a sous les yeux, il peut évoquer (et il évoque) des images d'un autre monde : enfants joyeux, bien habillés, bien débarbouillés, qui mordent dans la tartine du goûter en revenant de classe, ménagères affairées faisant leurs copieuses emplettes du jour, et ces petites cuisines chaudes et commodes qu'on aperçoit par les fenêtres, le soir, entre le moment où la lampe s'allume et celui où se ferment les volets...

Certes, l'homme qui travaille ou qui a travaillé en France est, par rapport à ses autres compatriotes, un privilégié : sa famille est moins mal nourrie, moins mal vêtue que celles de ses voisins, il participe aux avantages acquis par les travailleurs français, du moins dans le domaine du salaire, puisque nos lois exigent qu'on le paie au même tarif que son camarade métropolitain.

Voyons cependant les conditions de vie de ce privilégié : il gagne en France théoriquement autant que l'ouvrier d'ici, mais l'ouvrier français vit en famille ; en ville, bien souvent sa femme travaille de son côté et le ménage (qui subsiste sur deux salaires) dispose d'un peu plus que le strict nécessaire — cet « un peu plus », c'est justement une des conditions du bonheur. Lorsque la femme ne travaille pas, elle administre la maison, cuisine, lave, coud, repasse, fait le marché, économise... Dans la famille ouvrière musulmane, il n'y a qu'un seul salaire et, en moyenne, deux fois plus d'enfants ; c'est l'homme qui fait le marché, qui coud, qui calcule, qui administre, c'est lui qui soigne le bébé malade et, lorsque l'enfant ne peut être nourri par sa mère, il arrive que ce soit le père qui doive faire le biberon. J'ai connu, dans des milieux divers, des hommes qui avaient patiemment transmis à leurs femmes quelques-unes des miettes de civilisation ramassées dans leurs voyages, mais ils avaient, croyez-moi, du mérite ; les autres — la majorité — renoncent. Je me souviens d'un petit fonctionnaire dont tous les enfants étaient trachomateuxfi disant à un coreligionnaire qui lui donnait des conseils d'hygiène : « Tu sais bien que nous avons

tous épousé des s... »

Les femmes, du moins, ignorent-elles qu'il existe une autre condition que la leur ? Même pas. Dans les villes, elles vont maintenant au cinéma, elles écoutent la radio (chez elle ou chez une voisine, peu importe), elles parlent entre elles, elles s'informent et, même dans les villages du bled, j'ai entendu cette année des réflexions stupéfiantes d'amertume. Elles savent qu'il est plus facile, dans leur pays, de répudier une épouse honnête et de la séparer à jamais de ses enfants, que dans le nôtre de renvoyer un domestique.

Femmes mariées de force, petites filles vendues légalement à des vieillards, polygamie, spoliation des veuves et des orphelins, cohabitation avec les beaux-parents et, quelquefois, les beaux-frères et les belles-sœurs, tout cela est vu et senti comme une odieuse contrainte.

Lorsque, dans un bidonville de Constantine ou d'Alger, on demande aux enfants ce qu'ils veulent faire quand ils seront grands, les petits garçons (comme tous les petits garçons d'Europe ou d'Amérique) parlent d'une belle auto, mais les petites filles veulent presque toutes être institutrices — et ne pas se marier. Or, quelle chance le garçon a-t-il d'avoir une auto s'il reste dans son pays ? Quant à la fille, elle sera mariée avant quinze ans, peut-être de force et peut-être à un vieux retraité en âge d'être son grand-père.

« Tout cela, c'est bien leur faute », disent certains colons. « Pourquoi divorcent-ils pour le moindre caprice ? Pourquoi séparent-ils sans pitié les mères de leurs enfants ? Pourquoi traitent-ils si mal leurs femmes ? Pourquoi ont-ils tant d'enfants ? Et si ce n'est pas leur faute, c'est celle de leur religion. En tout cas, pas la nôtre. »

Non, ce n'est pas leur faute, et pas davantage celle des colons, et pas non plus celle de l'Islam[6], mais c'est la faute d'un certain état social, directement issu du choc de leurs institutions avec les nôtres. *Et, à l'intérieur de cet état social, il n'est plus possible de vivre.*

Les deux millions de musulmans qui sont, économiquement, des Européens, bien que relativement favorisés par rapport à leurs coreligionnaires, n'en sont que plus sensibles aux mille brimades que la désagrégation sociale de leur pays accumule contre eux. Comme il faut bien un responsable de tant de grands malheurs ou de petites vexations, on s'en prend au « colon » ou au « colonialisme » (qui ne sont, ni l'un ni l'autre, complètement innocents ou complètement coupables).

Selon un processus bien connu, les hommes appartenant au groupe économiquement favorisé, mais brimé socialement et politiquement[7], ont constitué les cadres de la révolution actuelle, en sorte que, s'ils réussissent, certains figureront parmi les éléments qui chercheront à émigrer (probablement en France) pour échapper au désastre qu'ils auront contribué à provoquer. Il faut bien avouer que cette perspective a pour nous quelque chose d'agaçant, mais c'est à ce genre de sottises qu'il faut s'attendre lorsqu'on laisse dans un pays s'instaurer une situation anormale ; et c'est au fond tout aussi naturel et pas plus gribouille que les sottises qui ont été, en sens inverse, accomplies là-bas par la minorité qui se réclame de la France. Dans les deux cas, on lance un boomerang et on reçoit en plein crâne le coup qu'on destinait à « l'homme d'en face ».

S'il y a, en Algérie, un être humain sur trois qui est, économiquement, un Européen, que sont les deux autres ?

Des gens qui ne participent à aucun des substantiels avantages de notre civilisation, mais qui néanmoins les connaissent infiniment mieux, les désirent infiniment plus et sont, par conséquent, infiniment plus aptes à s'en servir que n'importe quels habitants des autres pays d'Afrique ou d'Asie.

Ce contraste cruel doit être médité par les hommes d'affaires internationaux. Ailleurs — à la condition de gaver d'argent une poignée de petits tyrans —, on peut encore exploiter à peu près en paix des gisements fructueux. Pas en Algérie. Et, à ce point de vue, on peut vraiment dire que « l'Algérie, c'est la France », car j'ose affirmer que, tant que tous les Algériens n'auront pas le minimum vital français, aucun capital ne pourra être investi, avec sécurité, dans leur pays. L'indépendance n'y changera rien — je dirais même : au contraire — car toutes ces amertumes, toutes ces frustrations qui convergent sur l'homme algérien se confondent plus ou moins avec la revendication politique de l'indépendance. Qu'est-ce que l'indépendance pour le fellagha militant ? « *C'est la fin de notre misère* », disent-ils, c'est-à-dire : du travail, des écoles, des maisons, des femmes propres et actives, de l'argent, des terres, du pain... Et pas un Etat arabe ? Mais si, bien sûr : un Etat arabe qui donnera tout cela — sinon, gare à lui, car c'est pour tout cela qu'on se bat, amèrement et douloureusement.

Et ces faits devraient être médités aussi par les chefs nationalistes et par les hommes d'Etat voisins de l'Algérie.

« Tout-ce-que-la-France-a-fait-en-Algérie » (des hôpitaux, des routes, des installations portuaires, des grandes villes, une petite industrie, le quart des écoles nécessaires) et « Tout-ce-que-la-France-n'a-pas-fait-en-Algérie » (les trois quarts des écoles nécessaires, d'autres industries, un plan agricole avec la réforme agraire et les techniciens qu'elle exige...) constituent, ensemble, une sorte de mélange détonant où nos méfaits et nos bienfaits se confondent avec une nocivité provisoirement équivalente et réciproquement renforcée.

Et maintenant que le bien et le mal que nous avons faits s'additionnent pour constituer une des plus redoutables machines infernales du globe, il faut bien avouer que le rêve d'une partie des Français serait de laisser l'Algérie et les Algériens se débrouiller, en toute indépendance, dans leurs problèmes. Or, ces problèmes, nous avions

entrepris de les résoudre et ils étaient désormais solubles, au prix d'un effort énorme, mais qui n'excède pas nos moyens. Sans nous, ils ne peuvent plus désormais être résolus, quoi qu'il arrive.

VII. — *Le lien entre la France et l'Algérie n'est pas une fiction politique*

La France et l'Algérie, en effet, sont liées, aujourd'hui, par un double exode qui, de part et d'autre, les engagent au-delà de leur volonté : le vieil exode des « colons » venus d'Europe, auquel répond le moderne exode des travailleurs musulmans en métropole.

Ces deux courants inverses de populations sont l'un et l'autre responsables de l'évolution de l'Algérie (et à ce titre ils contribuent tous deux aux tensions actuelles), mais ils représentent également tous deux un apport financier qui compense en partie (donc, masque) une situation économique devenue extrêmement périlleuse.

Ces 400.000 travailleurs algériens, tous les Français les connaissent de vue, mais j'ai rencontré des gens bien intentionnés qui se demandent encore pourquoi ils viennent ici ; les uns, d'ailleurs, sont persuadés qu'ils y ont été attirés malgré eux par des employeurs pervers (qui ensuite ne les emploient pas), tandis que les autres pensent qu'ils y viennent uniquement par amour des voyages ou pour faire peur, dans les faubourgs déserts, aux passantes attardées.

En fait, cette émigration massive de plusieurs centaines de milliers d'hommes représente plusieurs centaines de milliers d'actes de courage et d'initiative, plusieurs centaines de milliers d'actes de dévouement à une famille affamée. Ils sont la preuve de la non-passivité du peuple algérien, de son absence de « fatalisme », de sa volonté de se forger un meilleur destin et de ses capacités pour le faire. Essayez d'imaginer l'audace qu'il a fallu à ces hommes n'ayant, bien souvent, jamais vu une auto ni un chemin de fer, ni même un robinet ou un escalier, pour se lancer ainsi dans l'inconnu. Dans deux tribus différentes (mais où personne ne parlait le français), j'en ai connu deux qui, à trois ans de distance, ont été, chacun de leur côté, les premiers à tenter l'aventure. Je mesurais le risque qu'ils affrontaient ainsi, car ils devaient vendre leurs pauvres trésors, aliéner leurs terres, et cela sans avoir le moindre contrat, la moindre promesse, sans même savoir où il fallait s'adresser pour trouver du travail. Et quel travail ? Ils n'en savaient naturellement faire aucun et, comme je vous l'ai dit, ne comprenaient même pas le français. Ils n'ont pas suivi mes conseils et ils sont partis. Ce sont eux qui avaient raison, car il faut vivre.

L'industrie métropolitaine occupe donc aujourd'hui près de 400.000 travailleurs venus d'Algérie et nourrit directement — en Algérie même — environ deux millions de gens. On connaît, par les bureaux de poste, les chiffres des envois réguliers opérés par ces nouveaux colons ; ils atteignaient trente-cinq milliards il y a trois ans, mais ils progressaient chaque année, et ils doivent se situer actuellement entre quarante et quarante-cinq milliards. Outre les effets directs de cette transfusion d'argent et le courant de richesses qu'elle alimente, grâce aux achats effectués par les bénéficiaires des mandats (achats qui font vivre des commerces, des industries, une production agricole), il se produit des phénomènes moins classiques : beaucoup de paysans algériens que j'ai vus partir pour la France avaient un petit domaine qui ne suffisait plus pour nourrir leur famille ; avant de partir, par contrat de métayage, ils confiaient leurs terres à un parent ; cette opération est devenue si fréquente, dans les zones où les hommes partent en France, que tous les anciens systèmes de fermage y ont évolué en moins de dix ans, donnant maintenant au fermier la moitié de la récolte au lieu du cinquième. Le parent qui ne pouvait pas vivre sur sa propre terre peut subsister désormais lorsqu'elle est ainsi agrandie. Faut-il dès lors doubler le chiffre des gens qui mangent, grâce au courage des exilés ? Faut-il dire qu'ils sont trois millions ? Quatre millions ? Peut-être. Trois ou quatre millions de mains tendues vers nous, trois ou quatre millions de chaînes qui les lient et qui nous lient.

Parallèlement à ce moderne courant qui reflue sur l'Europe, il y a les alluvions du courant précédent, les descendants de ceux qui ont cru conquérir l'Afrique : un million et demi d'otages, un million et demi d'autres chaînes qui lient la France à l'Algérie ou l'Algérie à la France, comme on voudra.

Ces otages, certains proposent de les installer dans les villages métropolitains qui se dépeuplent et voudraient désormais consacrer exclusivement nos efforts et nos capitaux à « l'hexagone » (c'est-à-dire au territoire métropolitain). Dans les milieux financiers, on cite volontiers l'exemple de la Hollande — si heureuse depuis qu'elle est débarrassée de ses Indes Néerlandaises —, de l'Allemagne, dont le grand essor économique a été favorisé par l'absence de colonies.

D'autres imaginent de cantonner les « colons » dans une « réserve », comme les Indiens aux Etats-Unis, mais gardés pour eux et par eux, en laissant, *extra muros,* grouiller — en toute indépendance — une misère qu'aucun Algérien n'imagine : le « pain-en-cinq », et puis le « pain-en-six », et puis, comme au Jugendlager, le « pain-en-dix ». Et puis un jour plus de pain... On appelle quelquefois cette dernière solution « la solution palestinienne », mais on pourrait tout aussi bien l'appeler « la solution Mau-Mau », car c'est elle que les Anglais ont adoptée au Kenya : une solide frontière séparant fermement une minorité prospère et une majorité famélique, jusqu'à ce que, fatalement, la frontière craque. Alors, la solution qui intervient est celle du plus fort (le mieux armé ou le plus

nombreux), car il ne peut plus y avoir désormais de solution équitable.

Retraite en Métropole ? Réserve européenne en Algérie ? On détruit dans le premier cas, de fond en comble, tout l'équipement économique du pays ; dans l'autre, on l'atrophie délibérément. Dans les deux cas, on abandonne à son sort une population qui, après avoir supporté (en souffrant) le mécanisme européen, ne peut maintenant plus s'en passer. Morte, la petite industrie qui n'occupe guère plus de 100.000 travailleurs musulmans mais nourrit directement un peu plus de 500.000 personnes (qui, elles-mêmes, entretiennent un secteur économique allant du boulanger au marchand de radio ou même de moto, en passant par les Uniprix et les lignes d'autocars — en un mot, par tout ce qui fructifie autour des familles, quand un salaire y tombe régulièrement). Ruinés aussi les Chemins de Fer, les Postes, l'équipement hôtelier, les garages, l'entretien des routes, tout ce qui, dans un premier stade, a plutôt desservi les autochtones (en ce sens que cela a précipité leur évolution) mais qui, *précisément maintenant où cette évolution est à moitié accomplie,* est en train de leur devenir indispensable.

En face des projets calamiteux qui se mijotent par ici, les Nationalistes algériens, de leur côté, ne restent pas inactifs, et s'accrochent à des plans dont les plus anodins comportent leur lot de catastrophes. Mais c'est ainsi : tout ce qui se fera désormais dans ce pays, par l'un ou par l'autre, est condamné d'avance, *à moins de permettre un alignement culturel, économique et social avec les pays évolués du monde,* car tel est actuellement l'impératif qui s'impose à l'Algérie. Il résulte directement non d'une opinion, mais de la densité de sa population, de son évolution et de la nature de ses ressources, dont je vous rappelle l'équilibre : l'Algérie a neuf millions d'habitants ; pays rural archaïque, elle en peut nourrir deux millions (c'était à peu près le chiffre de sa population en 1830, plutôt moins que plus, car dans un pays nomade on a tendance à compter deux fois les gens), elle a donc alors sept millions d'habitants *à éliminer.* Pays industriel prospère, elle est au contraire sous-peuplée.

« ... Accourrez, agronomes, maçons, mécaniciens, et tout ce que le monde produit de techniciens... », il y a place pour vous dans une Algérie qui joue gagnant, alors que, dans une Algérie qui joue perdant, sur quatre individus, trois devront partir ou mourir.

Le parti nationaliste qui semble avoir la plus grande audience en ce moment (le F.L.N.) a pour principale revendication, non pas l'indépendance, mais la formation d'une Union Nord-Africaine constituée par une Tunisie et un Maroc indépendants, associés à une Algérie dont le droit (futur) à opter pour ou contre l'indépendance aurait été reconnu. Cette Union pourrait ensuite s'allier à la France.

Beaucoup d'hommes politiques français — souvent financiers — et les Etats tunisien et marocain soutiennent ces vues.

Or il y a un peu plus de sept millions de Marocains et un peu moins de trois millions de Tunisiens ; c'est dire que l'élément dominant d'une association de ces trois pays devrait nécessairement être l'Algérie, qui compte à elle seule autant d'habitants que les deux autres, dont la position centrale, en outre, accentue la vocation à diriger ses voisins, et dont l'humeur collective est extrêmement revendicative et peu portée à l'abdication.

Les Marocains sont monarchistes et traditionnalistes ; les Algériens sont des prolétaires et des républicains ; l'association semble donc assez périlleuse, ne serait-ce que d'un point de vue dynastique, pour les premiers. En outre, le Maroc est loin d'avoir atteint la densité de population critique et il a une chance de devenir un pays authentiquement indépendant, mais à la condition de ne pas traîner au cou cet énorme boulet qu'est l'Algérie.

Quant à la Tunisie, son équilibre actuel est un miracle (dû à un bon gouvernement, à des structures plus modernes et plus solides que celles de l'Algérie et du Maroc), mais cet équilibre est extrêmement précaire et chavirera au premier choc. Ce choc ne lui sera pas épargné dans l'inquiétante association proposée.

Le péril est réciproque, car il y a un danger grave, pour le prolétariat algérien, à se trouver, par rapport au marché métropolitain du travail, en compétition avec les prolétariats marocain et tunisien.

Nos relations avec le Maroc et la Tunisie n'ont aucune sorte de parenté avec celles qui nous lient à l'Algérie : ces dernières sont d'ailleurs d'un type unique au monde. Avec le Maroc et la Tunisie, par contre, nous avons des rapports très classiques et, si nous les rapprochons des liens (inverses mais parallèles) qui nous unissent à nos alliés américains, cela peut nous aider à comprendre les aigreurs qu'on nourrit parfois à notre égard à Tunis et à Rabat (et inversement, d'ailleurs, celles que nous a répercuté parfois Washington — car, simultanément « satellisants » et « satellisés », nous sommes placés de telle sorte que nous pouvons comprendre les deux).

En bref, les financiers nous disent que l'alliance tunisienne représente pour la France un appauvrissement annuel d'environ vingt-cinq milliards (y compris la balance des changes), tandis que l'amitié marocaine se solde pour nous par une perte d'une quarantaine de milliards ou peut-être un peu plus. Mais, à ce prix, avec beaucoup de patience, et dans un avenir qui n'est pas immédiat, nous pouvons espérer entretenir avec ces deux pays des liens d'amitié qui leur seront aussi profitables qu'à nous-mêmes. Négociations, échanges, brouilles, réconciliations, emprunts ou dons se situent à l'échelon des ministères ; le Français moyen, le Marocain moyen, le Tunisien moyen, n'ont pas grand-chose à y voir et ne s'en mêlent qu'à contretemps et à contresens. Pour tout dire, cela ne les regarde pas. Un beau matin, espérons-le, ils se réveilleront alliés, et leur alliance — comme l'Entente

Cordiale — aura été forgée à la sauvette par quelques fonctionnaires et quelques hommes d'Etat attachés à leur devoir.

Ce qui peut arriver de pis — c'est-à-dire une rupture des relations franco-tunisiennes ou franco-marocaines — ne met en péril que les budgets des deux gouvernements de Tunisie et du Maroc et ce n'est qu'indirectement que les budgets particuliers des Tunisiens et des Marocains peuvent en ressentir le contrecoup (par suite de la crise économique, sociale, peut-être politique, qui pourrait se produire en cas de non-paiement des fonctionnaires et de l'armée, d'arrêt des grands travaux, de faillite).

Entre la France et l'Algérie, ce ne sont ni les ministères, ni les fonctionnaires qui nouent et dénouent les situations, mais des centaines de milliers de gens de l'un et de l'autre pays qui, sans le vouloir, sans le savoir, ont tissé par millions à travers la Méditerranée les fils de chaîne et les fils de trame. De là, la gravité, le caractère irréversible de ces relations qui nous engagent, *de part et d'autre,* au-delà de notre volonté.

Supposons que, demain, aux côtés de la Tunisie et du Maroc, une Algérie indépendante entre dans cette Union nord-africaine que beaucoup de gens d'appartenances diverses nous présentent comme souhaitable ; supposons que cela se fasse sans catastrophe immédiate, que l'Union en question contracte librement avec la France une alliance solide, que le gouvernement français consente — en échange de certains avantages économiques — à donner annuellement au gouvernement algérien la centaine de milliards dont ce dernier ne pourra se passer (nous en fournissions dernièrement cent cinquante). Tout semblerait donc pour le mieux. Les Algériens musulmans cesseraient évidemment, *ipso facto,* d'avoir la nationalité française, mais c'est justement ce qu'ils demandent (ou plus exactement, ce qu'on demande pour eux) : ils auraient donc ce qu'ils désirent. Et nous serions, semble-t-il, débarrassés d'une charge pesante.

La nationalité française et tout ce qu'elle implique (scolarité, lois sociales, protections diverses) n'a, jusqu'à présent, rapporté aux Français musulmans que des avantages dont ils ne mesurent pas l'importance, car ils n'ont pas d'autre élément de comparaison que notre propre niveau économique, qui est statistiquement supérieur au leur. Le statut « particulier » de l'Algérie a, en outre, permis aux diverses administrations de « rogner » sur ces avantages. Allocations familiales ? Mais oui, seulement pas au même taux qu'en Métropole. Sécurité sociale ? Il faut savoir s'en servir et pour cela avoir fréquenté l'école. Instruction primaire obligatoire ? A la condition qu'il y ait un instituteur dans le village. Pensions aux aveugles civils ? Là encore, le taux est différent, etc.

Pendant que de bons fonctionnaires français (respectueux de la justice et de l'humanité) tiraient à *hue,* d'autres bons fonctionnaires non moins français (mais aimant les finances publiques et les beaux bilans), avec non moins de conviction, tiraient à *dia.* Et la situation juridique de l'Algérie le permettait aux uns comme aux autres, puisque « l'Algérie, c'était la France », mais, quand même, pas tout à fait la France ; ajoutez à cela l'espèce de complexe racialo-économico-religieux de l'Algérie, quelques intérêts privés puissants et organisés, et vous comprendrez comment les meilleures intentions peuvent mal tourner, et pourquoi on peut considérer avec une profonde suspicion n'importe quelle définition de « la personnalité algérienne ». Connaissant les automatismes qui se déclenchent dans les pays indigents et illettrés, j'imagine trop la traduction pratique de la future définition : « *Personnalité du travailleur de métropole : 4.000 calories. Personnalité de l'Algérien autonome : 2.000.* »

Dans la formule que les nationalistes algériens proposent, le travailleur algérien ne conserve même pas la position d'exception dont il bénéficie actuellement, car il se trouve, dans ses relations avec nous, à égalité avec les Marocains et les Tunisiens (et, bientôt, vraisemblablement, avec d'autres pays alliés d'Europe ou d'Afrique). Or, je peux malheureusement affirmer que, sur le marché du travail, le manœuvre marocain — mieux portant, plus discipliné — élimine l'Algérien, et que le maçon italien, le mineur belge ou polonais font prime. Si tant d'Algériens travaillent en France, c'est grâce à l'impossibilité légale de les empêcher d'y venir et au protectionnisme que constitue, à leur bénéfice, leur carte d'identité française, par rapport à des concurrents qui n'ont pas cette carte. Privés de cet atout, seuls les ouvriers stables et qualifiés pourraient revoir leur famille en conservant la latitude — grâce à un contrat de travail — de traverser une nouvelle fois la Méditerranée. Les autres — les trois quarts sans doute, davantage par la suite — se trouveraient éliminés. Cette perspective enchante beaucoup d'employeurs français. C'est normal. Leur objectif est, en effet, d'avoir à leur disposition le personnel le plus apte et non celui qui a le plus besoin de travailler, mais il est normal également que plus un homme a besoin de travailler moins il soit apte à le faire : si certains groupes d'Algériens ont un mauvais rendement, c'est parce qu'ils sont sous-alimentés, mais c'est parce qu'ils n'ont pas de quoi manger qu'ils quittent leur famille et leur pays natal.

Pour mesurer l'avantage pratique constitué par la carte d'identité française, il suffit d'examiner quelques chiffres : le Maroc et la Tunisie (dont les deux populations représentent, ensemble, une dizaine de millions d'habitants — donc autant que l'Algérie — et qui ont l'un et l'autre beaucoup de chômeurs) n'envoyaient dernièrement que 30.000 travailleurs en France (contre près de 400.000 Algériens). Cela nous permet d'affirmer *qu'à l'échelon du manœuvre, la carte d'identité française multiplie par dix la chance de trouver du travail sur notre territoire*[8], et cela se comprend lorsqu'on connaît les conditions de l'embauche pour les « hommes à tout

faire ».

J'ai entendu souvent des jeunes étudiants algériens nationalistes expliquer qu'avec l'aide américaine (voire soviétique) l'Algérie pourrait se passer de la France, mais, si vous avez lu attentivement les pages qui précèdent, vous avez compris que le problème qui se pose en Algérie, c'est un problème de *salaires* — actuellement insoluble sur le territoire algérien (même avec des capitaux illimités), très soluble au contraire dans le cadre d'un complexe franco-algérien, à la condition de disposer de capitaux importants et d'un grand nombre de techniciens.

Quant aux mirifiques richesses du Sahara, si elles existent (c'est probable, car il y a de tout partout, et mille fois plus dans mille millions d'hectares que dans un million d'hectares), sont-elles exploitables ?

Si la planète était libre-échangiste, personne ne songerait à industrialiser le Sahara avant un bon demi-siècle, car le kilo de fer ou le litre de pétrole sahariens coûteront nécessairement beaucoup plus cher que le fer de la Ruhr ou le pétrole du Moyen-Orient. Si la planète était paisible, les grandes compagnies internationales auraient un intérêt évident à empêcher que des concurrents exploitent, même à perte, de nouvelles mines ou de nouveaux puits, et intérêt également à ne pas faire baisser leurs prix de revient en ajoutant de nouveaux forages aux séries de ceux qu'elles contrôlent actuellement *et qui suffisent aux besoins du monde* (on a pu imaginer d'ailleurs que certaines d'entre elles aient été favorables à une continuation *in vitam aeternam* de l'état d'insécurité actuel en Afrique du Nord). Mais la terre n'est ni libre-échangiste ni paisible. Voyant plus loin, et mesurant l'ampleur des tempêtes dont se chargent actuellement les ciels d'Asie et d'Afrique, les Compagnies pourraient aussi chercher à disperser leurs mises, afin de neutraliser les unes par les autres des convoitises, inévitablement démesurées, inévitablement déçues et inévitablement destructives.

Les convoitises algériennes se trouvent être plus démesurées et plus dangereuses que celles des autres peuples inadaptés. En compensation, l'entreprise qui consisterait à en faire un pays adapté, *parce que ce pays est déjà à demi-adapté,* était une entreprise possible — *possible matériellement, financièrement, psychologiquement.*

Un jour viendra où même les financiers comprendront que la seule richesse authentique d'un pays, ce sont les hommes qui sont dessus. On peut tout réussir avec eux, mais, Dieu merci, rien contre eux. Rien en tout cas de solide ou de durable.

Associer les Algériens aux bénéfices de l' « Affaire Sahara » ? Solution juste, satisfaisante, « évoluée »... Mais, la vérité, c'est que les pauvres gens ont le temps de mourir dix fois de faim avant que l' « Affaire Sahara » soit rentable, et qu'ils ont par conséquent le temps de détruire leur pain futur, parce qu'ils n'auront pas celui du jour — de manger leurs semences en attendant les labours, comme mes pauvres amis de l'Aurès. En outre, pour profiter d'une situation, il faut être « mis en position de profit » et il y a, autour de l'homme indigent et inculte, une sorte de cercle magique quasi-infranchissable : donnez-lui de l'argent[9], il ne le recevra pas ; des lois salutaires, elles deviendront malfaisantes ; des fonctionnaires capables, ils seront débordés par les prévaricateurs, etc. Autrement dit : *il est impossible de protéger une population qui n'est pas en état de se protéger seule.* C'est une des causes de la faillite du colonialisme, et ce sera également celle des faillites actuellement en gestation dans l« l'Univers des clochards ». (Il est caractéristique, l'exemple de l'Arabie Séoudite, qui a le niveau de vie le plus bas du monde en même temps que les plus riches gisements de pétrole connus, en plein rendement.)

Pour les Algériens, participer à l' « Affaire Sahara », c'est, d'abord, être associés aux bénéfices de l' « Affaire France », mais quant à nous, sachons bien que nous n' « exploiterons » le Sahara qu'à la condition de ne pas « exploiter » les Sahariens ; et, pour cela, il nous faut les mettre nous-mêmes en état d'auto-défense contre la malfaisance de nos institutions — malfaisance qui est, d'ailleurs, purement conditionnelle : malfaisance de l'air pur pour le têtard qui n'a pas su muer à temps.

Si le Sahara est pour nous la promesse d'une indépendance — dont nous avons pu, depuis quelques mois, mesurer la perte —, si le Sahara est pour nous plus encore : l'obligation d'inventer, l'obligation de grandir, de développer, de risquer, de lutter, alors payons *d'abord* le prix. Donnons et nous recevrons. Mais souvenons-nous aussi que nous avons clamé à tue-tête que « l'Algérie, c'était la France », souvenons-nous que, depuis plus d'un siècle, le sang algérien coule sur nos champs de bataille et, si le mot « honneur », si le mot « humanité » ont un sens, sachons qu'ils nous obligent.

Dans l'hypothèse d'une Algérie autonome, pour donner à celle-ci seulement l'équivalent des petits mandats de dix mille, quinze mille, vingt mille francs qui viennent encore de France (et que deux millions de gens attendent chaque mois pour manger), il faudrait une industrie locale pouvant occuper 400.000 manœuvres supplémentaires, ce qui suppose un peu plus de *deux milliards d'investissements, dix ans de paix sociale, et de très grandes ressources d'exploitation facile.* Or, dans de pareilles conditions, la paix sociale est un leurre. Les ressources minières sahariennes sont d'exploitation coûteuse et difficile et l'insécurité politique contribuera à ralentir les investissements qui seront en tout cas insuffisants pour différer l'explosion algérienne, laquelle volatilisera aussitôt les quelques investissements en cours.

La France seule a avantage à développer au Sahara, à grands frais, des exploitations qui seront d'emblée peu

rentables et en tout cas plus coûteuses que celles du Nouveau-Monde et du Moyen-Orient, car notre intérêt évident est de limiter nos exportations de devises. Pour que la France puisse être remplacée en Algérie, il faudrait donc imaginer qu'une immense population va accepter de mourir de faim pour ne pas faire fuir les capitaux qui donneraient à son pays — pas avant dix ans et pas avec certitude — les gains ouvriers dont ce pays dispose dès aujourd'hui *et qui sont insuffisants.* C'est évidemment impossible et aucun peuple au monde ne pourrait accepter une chute aussi brutale d'un niveau de vie déjà trop bas. Ce serait alors l'explosion et le second plateau économique s'effondrerait — celui que supporte actuellement l'élément minoritaire d'origine européenne.

Que pourrait faire, dans un pareil gâchis, un gouvernement algérien indépendant ? Protéger les colons pour les empêcher de fuir, comme au Maroc ? Ils fuiraient quand même, parce qu'aucun gouvernement algérien ne serait assez fort pour les protéger et qu'ils seraient en danger au plus haut point — infiniment plus qu'au Maroc. En essayant de les protéger, le gouvernement en question s'exposerait seulement à saboter une réforme agraire indispensable et qui est son seul atout. En ne les protégeant point, il déclencherait lui-même la seconde vague de la débâcle économique qui l'engloutira.

Malheureuse population qui se trouve désormais entièrement supportée, *au-dessus de l'enfer,* par deux plateaux : la petite infrastructure économique et administrative armaturée par la minorité ethnique dite coloniale, et l'industrie métropolitaine. Comprenez-moi : tous les Musulmans d'Algérie ne vivent pas exclusivement et directement accrochés à l'un ou l'autre de ces plateaux, mais, d'une part, presque tous ceux qui vivent normalement doivent à l'un d'eux la quasi-totalité de leur revenu ; d'autre part, presque tous les autres — ceux qui vivent mal — en tirent (souvent indirectement) une fraction de leur budget. Mais attention : cette fraction ne correspond pas à l'entretien d'une voiture, ni à un crédit de vacances, même pas à l'achat de vêtements utiles, même pas à celui d'une amélioration de l'alimentation. Si l'apport en question représente trois douzièmes, quatre douzièmes, huit douzièmes du revenu, cela signifie que, faute de cet apport, il faut cesser de manger pendant trois mois, quatre mois, huit mois par an. C'est pourquoi le chiffre correspondant au revenu individuel de cette catégorie d'Algériens ne peut supporter aucune division ni aucune soustraction : l'argent qui entre actuellement dans chaque foyer doit absolument y venir, *il doit y venir sans interruption et sans réduction* sous peine de cataclysme. C'est pourquoi aussi, par un paradoxe qui n'est surprenant que de loin, l'ébranlement d'une rupture avec la France serait sans doute encore plus durement ressenti par les petits budgets que par la classe relativement favorisée, alors que l'apport français est minime pour les premiers et relativement considérable pour les seconds. Seulement, les premiers ne peuvent ni se réduire ni se placer ailleurs, tandis que les seconds, pourvus d'argent ou de qualifications professionnelles, sont des hommes adaptés qui auront, dans les pires circonstances, une chance de se tirer d'affaire sur place et qui, au pis-aller, peuvent partir et se caser ailleurs.

Ici, pendant ce temps, 400.000 familles ont dû se résigner au départ de leur garçon pour l'Algérie, où quelques-uns sont tués. Tués par qui ? Par un Algérien, évidemment. Et à l'usine, au chantier, qui occupe la place du fils absent ? Un Algérien. Il faut bien reconnaître que c'est dur.

Cependant, les gens supportent cette situation. Ils la supportent même plutôt mieux qu'on n'avait le droit de l'espérer. Les uns, par sympathie traditionnelle pour la misère, d'autres, parce qu'ils ont toujours pensé que l'Algérie, c'était la France et qu'ils ressentent la perspective d'un divorce comme une amputation. Pour les uns et les autres, la guerre actuelle est une guerre civile, une guerre fratricide — ce qui ne les empêche naturellement pas de s'insulter.

Il faut bien reconnaître que l'épreuve est réciproque et que le peuple d'Algérie, pris, comme dans une tenaille, entre les fellaghas et les « forces de l'ordre », subit une situation matériellement et moralement affreuse avec une incroyable patience et des sentiments non moins ambigus — car s'il ne protégeait pas les colons (j'entends les cultivateurs), pensez-vous qu'il y aurait, parmi ceux-ci, des survivants ?

Qu'il y ait de la haine à notre égard chez les Algériens, cela peut sembler normal et certains attentats l'exprime chaque jour. On peut aussi trouver la haine inverse, et j'ai eu plusieurs fois le chagrin de la rencontrer. Actuellement, il y a en outre, et de part et d'autre, des hommes qui déraillent, qui se ruent aveuglément, follement, dans la violence. Il est possible également de mentionner dans le passé des actes et des écrits où se sont exprimées l'incompréhension bête et l'animosité. Mais souvent également, aujourd'hui comme jadis, c'est le contraire qui frappe et chez les deux populations : curiosité avide pour une humanité inconnue, parti pris en sa faveur, enchantement à vivre dans le milieu qu'elle nous offre. Presque tous les gens de France qui ont séjourné en Algérie et qui la quittent en gardent la nostalgie. En face, et jusque chez des chefs nationalistes, il y a la fascination inverse.

Que tout cela, cependant, est précaire, en présence de cette guerre féroce et stupide qui s'éternise et en regard des perspectives d'avenir qu'elle nous condamne, hélas ! à imaginer.

D'autres peuples vivent, apparemment, sans réaction, entre la sous-alimentation chronique et la famine mortelle, mais ils n'ont jamais connu autre chose, ils n'ont jamais eu l'occasion d'espérer. Le peuple algérien espère, et la vraie « guerre d'Algérie » n'a pas commencé — pas encore —, sinon pendant quelques jours (après le 20 août 1955) et sur quelques kilomètres carrés.

CONCLUSION

Le fléau de notre siècle est d'ores et déjà l'effondrement économique et culturel qui atteint les peuples non adaptés lorsqu'ils sont en contact avec les peuples industriels. Cependant, tant qu'il subsistera sur la terre un seul peuple colonisé, le colonalisme endossera les responsabilités du fléau qui a pris sa succession : trop de petits despotes locaux, trop de groupes financiers ont intérêt à canaliser dans ce sens une agressivité qui n'est que trop authentique et avec laquelle il faudra eux aussi, un beau jour, qu'ils comptent. C'est dire que la position de « puissance coloniale » est nécessairement devenue celle de bouc émissaire. Les Anglais l'ont bien compris qui ont lâché les rênes partout où ils l'ont pu.

Notre tour est venu d'opérer la reconversion que l'évolution du monde nous impose. Si nous l'avions effectuée plus tôt, nous aurions fait l'économie de beaucoup de sang, de beaucoup d'or, et aussi de quelque chose qui est à la fois sanglant et coûteux et qui s'appelle la haine. Du moins avons-nous enfin compris que la formule coloniale est aujourd'hui bien morte et que le *statu quo* ne fait plus partie des perspectives qui s'offrent à nous.

Est-ce suffisant ? Je ne le crois pas, car notre présence dans les pays d'Outre-mer a profondément perturbé ceux-ci, politiquement, socialement, économiquement.

Partout, nous avons plaqué une administration étrangère — et les anciennes institutions locales se sont atrophiées, tandis que (sous l'influence du surpeuplement et de l'effondrement des cultures et des économies traditionnelles) les masses qu'elles encadraient jadis compliquaient leurs structures et s'enflaient démesurément. C'est dire que les anciennes institutions africaines ne peuvent plus aujourd'hui supporter la relève de l'administration coloniale, et que les jeunes pays devront improviser — dans de mauvaises conditions économiques, sociales, politiques, démographiques, avec des cadres insuffisants et mal préparés — une administration neuve et des institutions originales. Tâches fantastiques.

Certes, nous n'avions pas cru si mal faire, en luttant contre l'esclavage ou l'anthropophagie, en protégeant les paysans sédentaires contre les nomades pillards, en supprimant les épidémies et les guerres de tribus, en construisant des ponts, des routes et des usines, en soignant les enfants et en leur apprenant à lire. Mais un système social est un tout cohérent, et lorsqu'on détruit ce qu'il a de mauvais, on ébranle ce qu'il a de bon. Bref, ceux qui ont opprimé et exploité ces pays et ceux qui les ont aimés et leur ont voué leurs vies ont, ensemble, scié les maîtresses poutres qui soutenaient les vieux édifices politiques où des humains s'abritaient depuis des millénaires. Leur effondrement était probablement inévitable. N'oublions pas cependant que c'est par nous et avec nous qu'il s'est produit et prenons garde maintenant de ne pas faire plus de mal encore à ces populations en leur retirant notre tutelle qu'en la leur imposant :

Or, adieu, j'en suis hors.
Tâche de t'en tirer,
Et fais tous les efforts.

Il va falloir imaginer des liens politiques assez souples pour supporter, sans effusion de sang, qu'on les détende, et même qu'on les retende, au fur et à mesure d'une expérience qui n'est pas encore commencée. Eurafrique ? Peut-être...

Il va falloir retrouver et rajeunir d'anciennes structures capables de s'adapter à des institutions démocratiques. Des groupes cohérents — vestiges des anciennes tribus — existent encore presque partout en Afrique. Il est possible de les consulter sur les dimensions et les frontières de l'unité qu'ils désirent former ; il est possible de donner à cette unité le cadre souple, libéral et peu coûteux de nos communes. A l'intérieur de la « tribu-commune », la paix règnera, et c'est bien quelque chose.

Entre la « tribu-commune » et le pouvoir central, il faudra nécessairement prévoir des unités intermédiaires qui représenteront un péril pour le jeune Etat, car elles n'auront pas d'assises : si elles sont directement issues de l'administration centrale, elles risquent d'être un instrument d'exploitation et de tyrannie vis-à-vis de la population. Dans le cas contraire, elles peuvent menacer l'unité du pays. Le système cantonal suisse est peut-être celui qui permettrait le mieux aux populations autochtones de se protéger et d'évoluer dans un sens pouvant les satisfaire (avec, en particulier, son inscription électorale au lieu d'origine, et sa responsabilité en matière d'assistance

publique).

Des liens économiques subsisteront aussi entre ces populations et nous. Mais vous savez que les alliances économiques entre pays de développement inégal doivent inspirer une profonde méfiance : si elles sont inévitables, connaissons du moins le grave péril qu'elles font courir au plus faible. En outre, d'âpres rivalités vont se faire jour dans ce domaine, et la prochaine combinaison ne sera pas la dernière.

Ces pays ont cependant la chance d'être peu peuplés. Un sursis leur est donc accordé pour leur permettre d'harmoniser leurs traditions avec les exigences biologiques de la civilisation mondiale — car la suppression du lien colonial ne peut rien changer au caractère inévitable du contact entre leurs civilisations et le système industriel. Qu'ils prennent garde, et de notre côté prenons garde avec eux, car la négociation de gré à gré n'exclut nullement des perspectives peu rassurantes ; les formules américaine ou britannique qui consistent à installer un complexe industriel dans un pays théoriquement libre sont aussi inhumaines, aussi tragiques dans leurs conséquences, donc finalement aussi sottes et aussi coûteuses que la formule colonialiste. *Lorsque vous installez une industrie ou la monoculture dans une région* (*coloniale ou libre, peu importe), vous devez préalablement mettre les gens de ce pays en état de défense contre le système où vous les obligez désormais à vivre ;* et *pour cela, il vous faut, avant tout, faire les frais de leur adaptation.* Autrement dit, il est malfaisant de créer une industrie là où il n'y a pas une population ayant le niveau de la civilisation industrielle tel que nous l'avons défini (droits politiques, scolarisation totale, plein emploi). Si vous n'observez pas ces obligations, vous aurez nécessairement, à plus ou moins brève échéance, un effondrement social tragique, dont les nations riches supporteront la responsabilité morale (sans compter un manque à gagner et des embarras politiques ou statégiques), tandis que les cascades des calamités déferleront sur la nation pauvre.

Un autre lien — spirituel, personnel, durable, et dont il ne tient qu'à nous qu'il soit bienfaisant — existe déjà entre la France et une grande partie de l'Afrique. L'Afrique Occidentale, l'Afrique Equatoriale, Madagascar, pays sans unité linguistique, ont tout leur avenir hypothéqué d'avance par l'existence ou la non-existence d'une « langue véhiculaire », et le français s'y trouve actuellement en bonne position pour jouer ce rôle. Ce n'est pas seulement leur unité politique qui sera conditionnée par une langue commune, ni leur aptitude à bénéficier des perspectives économiques qui vont s'offrir à eux, mais c'est leur vie même. Car si un sursis leur a été accordé pour leur permettre de s'adapter à la Civilisation Planétaire, ce n'est qu'un sursis, dont ils ne pourront profiter qu'à la condition de disposer d'une langue moderne de grande extension.

Rien de tout cela ne concerne l'Algérie. L'Algérie, hélas ! a dépassé largement l'heure du dernier sursis. Quand cela ? Il me semble que cela a pu se passer entre 1900 et 1920. Maintenant, pour elle, c'est — tout de suite — la civilisation industrielle intensive (avec tout ce qu'elle implique) ou une rapide dégénérescence, agitée de soubresauts sanglants.

Pour tous les enfants : huit ou dix ans d'instruction primaire ; pour les adultes : un métier, du travail, un salaire décent, des lois sociales évoluées, un bulletin de vote non falsifié — tel est, désormais, le « préalable » algérien. En un mot : tout ce que nous avons et qu'ils n'ont pas.

Sera-ce du moins suffisant ? Il existe, entre certaines civilisations archaïques et la nôtre, de si graves incompatibilités que si l'on pouvait fournir aux hommes qui les composent tout le harnachement social dont nous disposons, ils continueraient sans doute à se détourner de nos systèmes. Peut-être était-ce le cas des Indiens d'Amérique et (plus encore que la destruction systématique dont ils ont été victimes) cela expliquerait leur disparition. *Dans le cas de l'Algérie, ces incompatibilités n'existent pas.* J'ai visité, dans le Nouveau Monde, des « Réserves » d'Indiens et, par comparaison, je considère qu'un « Bidonville » d'Alger est un spectacle réconfortant, car, là du moins, on lutte, on désire, on entreprend, on espère. Que l'on donne aux Algériens les moyens de vivre et ils vivront.

Bien des signes permettent même de penser que la distorsion sociale algérienne est, en un sens, moins grave que celle d'autres populations encore paisibles, autrement dit : à l'énorme écart économique qui sépare les deux groupes de population ne correspond pas un écart social de même ampleur. Pour s'en rendre compte, il n'est que d'observer avec quelle aisance des hommes (et même des groupes d'hommes) du secteur indigent passe dans le secteur prospère dès qu'une occasion favorable leur en donne la possibilité. Le malheur des Algériens n'est pas fatal, leur déchéance sociale et économique n'est pas inéluctable, et le tombeau préparé qui les attend, nous l'avons — nous avec eux, eux avec nous — creusé de nos propres mains. Il n'est que plus désespérant de suivre les péripéties du drame actuel, où tout est mis en œuvre, de toutes parts, pour rendre sans remède ce malheur et cette déchéance.

Du côté français, on trouve, chez les uns, le désir de conserver certains privilèges et, chez d'autres, celui de se décharger d'une lourde hypothèque financière. Le premier vœu est un rêve suranné ; le second condamne sans rémission l'Algérie au pire destin. Mais si l'on ignore un peu trop, en France, les besoins et les aspirations des masses algériennes, la réciproque est vraie et les dirigeants nationalistes agissent comme s'ils ignoraient à la fois les exigences impérieuses de leurs propres troupes et les réactions de la masse française. Ils ne se rendent pas

compte, en particulier, de l'ampleur des sacrifices que leur pays exige pour simplement subsister — et « simplement subsister » signifie, pour l'Algérie, différer une échéance funeste. Ils ne se rendent pas compte non plus que les travailleurs algériens ne sont que trop aisément remplaçables en France, alors qu'inversement ils n'ont à peu près aucune chance de trouver de l'embauche ailleurs. Et, surtout, ils considèrent comme un succès l'écœurement de la majorité des Français en présence du conflit actuel. Cet écœurement est cependant redoutable, car le même sentiment qui refuse d'envoyer des soldats sur le sol algérien refusera à ce sol les milliards et les techniciens dont il a besoin et interdira aux hommes d'Algérie l'accès de nos usines.

Or un fait qui, à mes yeux, domine le problème, c'est que l'Algérie est irrémédiablement perdue, à moins que, d'une façon ou d'une autre, elle ne parvienne à conserver le *privilège exclusif* dont elle dispose déjà sur le marché du travail français (ce qui n'est pas compatible, du moins à l'échelon franco-algérien, avec une union nord-africaine et peut-être même pas avec l'Eurafrique)[10]. A ce privilège, elle devra ajouter, dans le plus bref délai, un minimum de 300.000 emplois supplémentaires, ce qui (avec la scolarisation totale et une réforme agraire rationnelle) suppose plus de 2.000 milliards d'investissement, répartis sur quatre ou cinq ans (soit 400 milliards par an environ ; à peu de chose près, ce que nous coûte la guerre).

Une partie importante de cette somme énorme ne peut être fournie que par la France, car il s'agit des investissements à fonds perdus qu'exigent les écoles, l'infrastructure économique, des réformes agraires rationnelles. A la condition que ces investissements aient lieu, il n'est pas exclu que des capitaux privés, français ou étrangers, affluent alors. Mais il faudrait être bien audacieux pour planter une usine dans un pays où l'énergie est plus chère qu'ailleurs, où les routes et les ponts manquent, où la main-d'œuvre technique est rare et coûteuse, où, par manque d'argent, la population n'est pas consommatrice et où, un beau matin, faute, précisément, de tout cela, on mettra le feu à l'usine.

En 1956, l'instruction publique algérienne a coûté à la France 29.800 millions de francs — une trentaine de milliards. C'est insuffisant, puisque cela ne permet pas à l'Algérie de rattraper, dans ce domaine, son retard par rapport à nous. Or si notre objectif est d'aligner le niveau culturel moyen des deux pays, il n'est accessible qu'à la condition de porter à cinquante milliards le budget de l'Education algérienne[11]. A ce prix, on peut faire naître les conditions de la prospérité, du progrès et même de la liberté — car, pour l'homme ignorant et pauvre, la liberté est une chimère.

La restauration de la société rurale algérienne[12], à l'intérieur de ses propres traditions, est également réalisable. Elle n'exige que trois facteurs : de l'argent, des terres libres et beaucoup de techniciens — ces derniers étant l'élément le plus nécessaire et le plus rare. La seule vraie condition de ce programme serait alors d'exiger de toutes les promotions de nos Grandes Ecoles d'Agriculture et d'Administration qu'elles fassent, obligatoirement, deux ans de service civil en Algérie — avec, évidemment, des compensations équitables.

La troisième condition, qui consiste à ajouter 300.000 emplois industriels aux 50.000 dont disposent actuellement les Algériens, est également à notre portée, mais à la condition de conjuguer une mise en valeur intensive du Sahara avec, pour les travailleurs algériens, une position prioritaire, en France métropolitaine, par rapport à la concurrence étrangère[13]. Et cette position prioritaire, on peut affirmer qu'ils la perdront sans coup férir en perdant la carte d'identité française.

Aucune de ces trois conditions n'est facultative : 2.000 milliards d'investissement, en cinq ans ; deux ans de service civil obligatoire, pour certaines Grandes Ecoles métropolitaines ; un privilège exclusif maintenu aux Algériens dans nos usines ; à ce prix — mais à ce prix seulement —, on inverse le courant, on détourne une population entière du malheur fatal vers lequel elle glisse (à une vitesse qui peut s'accroître brutalement), on l'oriente enfin vers cette amélioration constante et pratiquement infinie des conditions générales de la vie, qui est le lot des pays heureux.

Peut-on concilier ce programme avec une formule fédérale ? Quand on connaît notre pays, on peut penser que c'est difficile. Et cependant il est bien probable que les concessions politiques, *si elles étaient accompagnées d'un plan complet et cohérent d'investissements,* n'aboutiraient pas à une sécession franco-algérienne mais, au contraire, à un resserrement de l'unité des deux économies et, partant, les deux systèmes politiques. En revanche, si la conjoncture politique entraînait la France à rompre purement et simplement le lien qui l'unit à l'Algérie, tout risquerait de se détendre ensemble, et il est difficile de penser que notre pays consente alors des sacrifices financiers — qui n'excéderont pas ce que nous coûte la guerre, mais qui seront environ le triple de ce que nous coûtait la paix. Sans doute continuerions-nous à servir à l'Algérie sa petite rente habituelle, mais alors ce serait encore trop, puisque cela ne servirait plus à rien, qu'à rassasier quelques requins — en attendant un raz de marée inévitable et incroyablement meurtrier.

Si, au contraire, nous parvenions à nous entendre un jour, gens de France et d'Algérie, nous retrouver, membres égaux d'une communauté puissante, établie sur un territoire vaste aux ressources diverses et complémentaires, nous formerions un noyau solide pour un vaste système d'alliances librement négociées avec d'autres peuples d'Afrique — alliances dont on nous parle beaucoup, mais qui sont actuellement irréalisables, parce que le cœur

géographique du système, c'est ce grand ulcère purulent qu'est devenue l'Algérie.

Peut-être alors pourrions-nous offrir à d'autres peuples l'expérience que nous aurions acquise ensemble, en œuvrant dans ce vaste plan de « *Défense et Restauration des Hommes* » dont je viens d'esquisser pour vous les grandes lignes. Et après avoir été un des derniers à comprendre la faillite du colonialisme, peut-être notre pays pourrait-il être en tête de la grande et très difficile entreprise de sauvetage qui s'impose, et peut-être pourrait-il enfin offrir à ses associés autre chose que la dégradation.

Parce que je ne vous ai parlé que du tragique drame du pain, ne croyez pas que je n'attache pas d'importance aux traditions ancestrales, aux rites, aux croyances, à la langue maternelle, mais l'expérience historique nous apprend que le maximum d'enrichissement spirituel réciproque correspond toujours au maximum d'échanges (tout ce que la France doit, en particulier, à ses minorités religieuses est évidemment considérable). C'est précisément parce que je connais, aime et respecte le patrimoine moral et religieux de l'Algérie, et que j'ai mesuré l'avidité intelligente que sa jeunesse tourne vers l'avenir que je suis convaincue de l'apport réciproque qu'ils peuvent espérer de nous, et nous d'eux. Qu'ont-ils à gagner à s'entendre avec nous ? Rien de moins qu'un destin d'homme, le bonheur et la dignité de leurs enfants — au lieu de cet effrayant déclin qui les guette, et qui est d'abord économique, puis social, puis biologique. Et alors, probablement, sans remède.

Quant aux mirifiques gisements de ceci ou de cela, c'est la prime qui sera donnée, par-dessus le marché, à la communauté franco-algérienne si elle parvient à voir le jour. Dans le cas contraire, croyez-moi, il ne vaudront pas cher, les gisements mirifiques... Et même les grandes compagnies internationales pourraient faire une mauvaise affaire en y risquant leurs mises...

Peut-être est-ce beaucoup nous demander, peut-être est-ce beaucoup demander à l'élite algérienne, mais si, ni d'un côté, ni de l'autre, on ne peut ou ne veut rien concéder, alors hâtons-nous de faire ici une place à tous ceux que nous voulons sauver en Algérie, à quelque sang ou quelque religion qu'ils appartiennent, car la barque algérienne ne tient plus la mer et il n'y a pas de temps à perdre avant le grand naufrage. Mais il était évitable et il l'est peut-être encore.

Notes

1
Dans un pays où la natalité est cependant freinée à la fois par la monogamie et par l'interdiction du divorce (Canada français), on rencontre souvent des femmes ayant vingt-trois enfants vivants. On y cite également le cas d'une femme qui n'a pas eu l'occasion une seule fois, au cours de sa vie, d'être réglée : mariée jeune, puis enceinte sans interruption jusqu'à l'âge mûr. Mais le Canada a la surface de l'Europe et la population de la Belgique, et il peut se permettre de cumuler, dans certaines zones, une productivité du type industriel avec une natalité du type archaïque.

Dans un pays comme l'Algérie, où les conformismes sociaux sont parmi les plus favorables du monde à un taux de reproduction maximum (mariage précoce, répudiation aisée et fréquente), il faut s'attendre — s'il n'y a pas « mutation économique » — à une accélération de la natalité plus forte encore que celle qui peut être déduite des statistiques (d'après celles-ci, la population algérienne doublerait tous les vingt ans : 20 millions d'habitants en 1975, 40 millions en 1995).

Les statistiques, en effet, ne peuvent permettre qu'une demi-prévision empirique des faits démographiques, car elles enregistrent sans discrimination des phénomènes contradictoires dont quelques-uns nous sont parfois inconnus. C'est ainsi que l'ébranlement biologique subi par l'Algérie a, dans le domaine démographique, deux conséquences diamétralement opposées : au-delà d'un certain niveau de revenu et de culture — baisse de natalité ; en deçà de ce niveau — hausse de la natalité. L'enquête ethnographique décèle les deux phénomènes, souvent dans un même milieu, mais les statistiques ne nous permettent d'estimer l'importance réelle ni de l'une ni de l'autre. *Dans le cas où l'évolution de l'Algérie (scolarité, niveau de vie) serait ralentie ou arrêtée, il me semble probable que l'accroissement de la natalité dépasserait les taux énormes prévus actuellement.* Dans le cas inverse (scolarisation totale, hausse substantielle de la masse des salaires), en une génération la natalité algérienne se rapprocherait de celle de l'Europe Occidentale.

2
En Indochine, un médecin a amassé une énorme fortune, simplement en faisant une piqûre de Novar à toutes ses clientes enceintes.

3
En Kabylie, où l'héritage des immeubles est réservé exclusivement aux héritiers masculins, une femme qui n'a pas de fils, une fille qui n'a pas de frère peuvent être chassées de la maison de leur mari ou de leur père à la mort de celui-ci. C'est donc une catastrophe, pour une femme, de ne pas avoir de fils et, si elle a déjà des filles qu'elle chérit, la catastrophe est encore plus grande.

4
Les Etats-Unis se proposent de consentir aux pays arabes une aide exceptionnelle qui pourrait atteindre *en deux ans, pour l'ensemble de ces pays* (*Afrique du Nord comprise*) *400 millions de dollars, 140 milliards de francs* (c'est-à-dire pas tout à fait la moitié de ce que nous dépensons par an pour la seule Algérie).

Pendant ce temps, dans la seule population qui soit pupille de l'O.N.U. (les Arabes chassés de Palestine), un rapport officiel nous apprend que, au cours de l'année 1955-1956, parmi les 500.000 adolescents de moins de quinze ans, 408 ont reçu une formation professionnelle. Ce n'est donc pas le quart de son devoir que l'U.N.W.R.A. a fait (comme c'est notre cas en Algérie), mais le millième de son devoir. Il n'y a pas là de quoi nous consoler, d'ailleurs, car l'impuissance des autres ne doit pas nous servir à justifier la nôtre.

5
Revenu moyen d'un Algérien, par an : 54.000 fr. ; d'un Italien du Sud : 50.000 fr. ; d'un Egyptien, 40.000 fr. ; d'un Hindou : 25.000 fr. ; d'un Arabe du Yemen : 14.000 fr.

6
L'Islam est plus tolérant que l'église catholique en matière de contrôle des naissances et, au VIIe siècle, époque où le Coran fut promulgué, la condition de la femme ne différait guère de pays musulmans à pays chrétiens.

7
Il existait en Algérie, avant 1954, deux groupes d'électeurs : le Premier et le Second Collège. Chaque Collège avait le même nombre de représentants. Le Second Collège comprenait la plupart des électeurs musulmans ; le Premier Collège groupait les électeurs d'origine européenne, les électeurs autochtones juifs et certaines catégories d'électeurs musulmans (en particulier les Anciens Combattants). Au dernier recensement électoral, 570.000 électeurs (correspondant approximativement à une population de 1.250.000 non-Musulmans et de 350.000 Musulmans) constituaient le Premier Collège, tandis que le Second Collège (avec 1.450.000 électeurs) aurait dû représenter la quasi-totalité de la population musulmane, soit plus de huit millions d'âmes. Il est facile d'en conclure que le vote d'un électeur du Premier Collège avait, pour le moins, six fois plus de valeur que celle d'un électeur du Second Collège.

8
Des gens en France se réjouiraient de pouvoir refouler une certaine pègre algérienne à laquelle ils attribuent beaucoup plus de crimes qu'elle n'en commet (statistiquement, le pourcentage des illégaux est sensiblement le même dans nos deux populations), mais, en se débarrassant de quelques authentiques indésirables, j'affirme qu'on prive de pain des centaines de milliers de familles, *car je ne connais pas d'exemple d'Algériens venus en France avec un contrat de travail* (on m'a dit, cependant, qu'il en existe). C'est seulement sur place qu'ils trouvent du travail.

9
Un haut fonctionnaire polonais, parlant des investissement terriblement insuffisants de la Pologne actuelle, — disait récemment : « En *outre, plus de 40 % de ces investissements sont pure sottise, gaspillage ou* concussion. » Même sottise, même gaspillage, même concussion, dans tous les pays où les investissements sont insuffisants (entendez : dans tous les pays sous-développés). Sur ce point, les gouvernements capitalistes et marxistes peuvent se donner la main : ils se valent.

10
En revanche, du strict point de vue dont il est question ici (et qui est tout simplement : manger), on peut admettre des séries de cercles concentriques avec, au premier degré, une union France-Algérie qui, au deuxième degré, peut entrer dans toutes les combinaisons qu'on voudra bien imaginer : Nord-Afrique, Eurafrique, Eurafroamérique. Le seul point essentiel, c'est que si, dans une des combinaisons en question, l'Algérie se trouve avec nous dans des rapports juridiquement identiques à ceux d'un autre pays surpeuplé et sous-développé, l'espoir d'acheminer l'Algérie vers le niveau industriel sera tué net.

11
Une cinquantaine de milliards, en cinq ans, pour l'éducation de base — qui, dans les banlieues et les campagnes, précèdera l'école primaire, mais devra avoir avec elle des programmes coordonnés. Autant pour les diverses formations professionnelles : écoles normales, école d'agriculteurs, formations techniques diverses. Enfin, au cours des cinq années suivantes, une centaine de milliards pour compléter l'équipement primaire.

12
La situation actuelle de la paysannerie algérienne représente, à mon sens, l'élément périlleux de toutes les solutions en présence.

En pays berbérophone, la règle est le partage — et on peut voir un figuier divisé entre plusieurs familles. En pays arabophone, la règle est l'indivision — et plus personne ne sait, pour aucune terre, à qui elle appartient. C'est pourquoi ceux qui cultivent ne tentent plus de planter des arbres ni même de mettre de l'engrais dans leurs petits champs, car, l'année suivante, ils peuvent voir reparaître une trentaine de cousins qui reprendront leurs parts. L'extrême morcellement de la propriété aboutit à l'imprécision des droits et, par suite, constitue le plus grand des obstacles à l'amélioration des techniques agricoles et des rendements.

Il faudrait, d'abord, que le paysan ait intérêt à bien cultiver, ce qui exige, avant tout, qu'on le mette en possession de son propre bien. Ce n'est pas une petite affaire, car il est nécessaire pour cela de faire dresser un cadastre, de recenser tous les domaines, de modifier avec discernement la législation, de disposer, par conséquent, d'une nuée de techniciens possédant une bonne connaissance des droits antérieurs, et capables d'appliquer et d'expliquer des lois nouvelles, capables également de déterminer les dimensions d'un domaine pouvant faire vivre *normalement une famille* (quinze hectares ? vingt hectares ? trente hectares ?), puis d'identifier et de protéger ceux qui atteignent ou dépassent les dimensions en question. A tous les possesseurs de domaines non rentables, il faudrait alors pouvoir proposer un achat ou des échanges, et les recaser éventuellement sur des terres rachetées aux colons ou arrachées au désert (ou sinon : leur assurer un métier et du travail dans l'industrie) Viendraient enfin le

remembrement des terres, l'amélioration substantielle des rendements, l'introduction des cultures nouvelles et des engrais, la création de coopératives, la surveillance des marchés, tout cela précédé par des batailllons serrés d'instituteurs et d'institutrices...

En présence d'une situation de ce genre, beaucoup de gens (notamment parmi les spécialistes de l'agriculture) pensent qu'un système du type des Kolkhozes soviétiques ou des Kibboutzim palestiniens représentait une économie d'effort. Il me semble, au contraire, que, à moins de disposer d'un énorme appareil répressif, et d'être décidé à l'utiliser impitoyablement pendant des années, un gouvernement ne doit pas entreprendre, dans une population paysanne, l'espèce de table rase que cela implique. Encore une fois, l'exemple d'Israël n'est pas valable, car il s'agit d'un peuple d'émigrants, donc sans tradition terrienne.

13

Lorsqu'on ignore les conditions de l'embauche à l'échelon manœuvre, on peut imaginer régler cette question par des contrats entre gouvernements, mais aucun contrat n'est applicable à la masse fluide, dépourvue de spécialisation, que constitue les travailleurs algériens lorsqu'ils débarquent. En outre, ce serait mal connaître l'état d'esprit extrêmement ambigu de la masse française que de croire qu'une attitude préférentielle survivrait à une révision de nos liens politiques avec l'Algérie.

Copyright 1957 by Les Editions de Minuit
7 rue Bernard - Palissy Paris VI
Tous droits réservés pour tous pays

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XXe siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été initialement fabriquée par la société FeniXX au format ePub (ISBN 9782707338983) le 07 janvier 2020.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012.

Avec le soutien du

CNL Centre national du livre

Licence eden-19-7-4680218-7-100693700-23524988
accordée le 14 août 2021 à 4680218@7.com

DOCUMENTS

GERMAINE TILLION

L'ALGÉRIE EN 1957

LES ÉDITIONS DE MINUIT